

Le livre de Pierre HERVÉ, nouvel épisode de la crise du stalinisme (page 3)
Nouvelles inculpations contre notre Journal (page 5)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

ABONNEZ-VOUS**C. C. P. 6965-68**64, Rue de Richelieu — PARIS
un an : 300 francsPARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Les yeux tournés vers le MRP, Guy MOLLET, soutenu par le PCF, bafoue le vote des travailleurs

ACTION OUVRIÈRE POUR IMPOSER UN GOUVERNEMENT ANTI-CAPITALISTE P.C.F.-P.S.

Les espoirs et les aspirations des 9 millions de travailleurs qui le 2 janvier ont voté communiste et socialiste viennent d'être doublement bafoués :

- Dans la déclaration gouvernementale de Guy Mollet,
- Dans l'approbation que lui a apportée Jacques Duclos.

En deçà d'Edgar Faure.

Que trouvent en effet dans le « programme » de Guy Mollet tous ceux qui veulent que « ça change » et l'ont exprimé dans les grands mouvements d'août-septembre 55 et dans le vote du 2 janvier ?

Augmentation de salaires ? Il n'en est pas question.

Suppression des abattements de zone ? Il est vaguement parlé d'une suppression « progressive ».

La seule amélioration promise est l'extension des trois semaines de congés payés que les luttes d'août-septembre ont maintenant contraint un très grand nombre de patrons à accorder !

Tout cela ne va pas au delà des Accords d'entreprise initiés par l'accord Renault sous le gouvernement Faure pour tenter d'empêcher la renaissance d'un mouvement revendicatif ayant l'ampleur et les objectifs de celui de Nantes et Saint-Nazaire.

Sur l'Algérie, point crucial de toute la situation actuelle, Guy Mollet propose :

- faire cesser le terrorisme (à l'aide de l'armée et de la police bien entendu) ;
- faire cesser la répression aveugle (pour la remplacer sans aucun doute par une répression « éclairée », toujours avec l'armée et la police)

et avec cela... faire des élections « libres » en continuant la lutte armée contre les 15.000 combattants de l'Armée de Libération Nationale qui ont le soutien de l'ensemble de la population.

On comprend que Guy Mollet n'ait dans ces conditions aucune réprobation à formuler quant à l'action menée par Soustelle ! C'est pour mener la même action sous des formes plus diplomatiques qu'il a désigné le Général Catroux au poste de Ministre Résident. C'est la même opération qu'Edgar Faure avait tentée en désignant Grandval au poste de Résident Général au Maroc.

Le socialiste Mollet espère-t-il avoir plus de succès que le réactionnaire Faure dans sa tentative de servir la même cause pourrie du colonialisme en Afrique du Nord ?

Sur le programme économique du Gouvernement, Guy Mollet nous a fait savoir qu'il était contre la dévaluation, pour l'expansion économique et qu'il jugeait désastreux le fait que les petits commerçants soient surchargés d'impôts. Ce qu'il n'a pas dit, c'est comment il entend ôter aux 200 familles qui dirigent l'économie du pays le pouvoir de surexploiter les travailleurs, de pomper des impôts aux classes moyennes afin d'en disposer à leur profit et de jouer avec la monnaie.

(Lire la suite page 12)

L. PERIER.

L'ACTION OUVRIÈRE mettra fin à la guerre EN ALGÉRIE

L'angoissant problème algérien sera-t-il résolu à bref délai ? Le désir de la grande majorité des électeurs qui ont voté pour que ça change ne peut faire de doute à cet égard.

Ce problème n'est pas angoissant au même titre pour tout le monde. L'angoisse pour la bourgeoisie c'est la crainte de voir tarir sa principale source de richesse en perdant tout l'empire africain et de voir du même coup la France reléguée à un rang mineur sur le plan international. Ses craintes ne peuvent être partagées par la classe ouvrière devant qui on agite le spectre du chômage et d'un abaissement de son niveau de vie pour acheter sa complicité. L'angoisse des travailleurs naît par contraste de leur refus de participer directement ou indirectement à une guerre intégralement réactionnaire et contre-révolutionnaire.

Le drame, c'est que les partis qui se revendiquent de la classe ouvrière n'interviennent pas avec leur programme spécifique dans ce problème décisif. La solution ouvrière est absente du débat où s'affrontent seulement les diverses variantes possibles du sauvetage des intérêts impérialistes. Intérêts qui sont

opposés à ceux des travailleurs et par là même à ceux des peuples opprimés. Les neuf millions de voix qui se sont prononcées pour le P.C.F. et la S.F.I.O. sont escamotées ou servent d'appoint à des solutions impérialistes.

Le problème algérien paraît si délicat, si difficile à résoudre aux commentateurs bourgeois parce qu'il est extrêmement clair et offre si peu d'échappatoires. Il en est ainsi, aussi paradoxal que cela paraît. Les manœuvres obliques trouvent peu de prise en Algérie, voilà l'ennui pour la bourgeoisie. Tout le peuple algérien est levé pour conquérir son entière liberté. Aucune solution n'est possible en dehors de la reconnaissance de son droit à l'auto-détermination. Reconnaissance qui ne devra pas être platonique ou entourée de restrictions. On ne trouvera pas de Bao Dai en Algérie. Il n'y a pas, non plus de Sultan ni de Bourguiba susceptible d'entraîner un courant de masses. Tous les amateurs de compromis en sont fort chagrins.

En clair, cela signifie qu'il n'y a pas de classe bourgeoise assez

Robert LEBLOND.

(Lire la suite page 13)

DEMOCRATIE ET CAMARADERIE

Pas contents du tout de ces 52 nouveaux députés poujadistes, les politiciens professionnels envisagent d'en invalider une douzaine sous un discutable prétexte juridique. Ainsi, au lieu de lutter contre l'incontestable tendance fasciste que représente le mouvement Poujade par la constitution d'un vrai gouvernement de Front Unique s'appuyant sur les masses, la nouvelle Chambre, en permettant aux poujadistes de crier au scandale, va leur accorder par avance beaucoup plus d'importance qu'ils n'en méritent sur le plan parlementaire.

Il est vrai que cette manœuvre permettrait de récupérer quelques petits camarades M.R.P. ou autres blackboulés aux dernières élections, et cela soulagerait d'autant le « Bureau de Placement pour Parlementaires Battus » qui a bien du travail en ce moment. Et il n'y a pas trop d'Offices du Tourisme, de Conseils du Thermalisme (?), d'Organisation Economique et Sociale (?), ou de missions d'outre-mer pour tous les Coste-Floret et autres Letourneau...

PERSPECTIVES

« Supposons que le communisme athée soit réalisé. Combien durera-t-il ?... La sève communiste durera-t-elle un siècle ? Dans moins de cent ans elle sera épuisée. La sève chrétienne durera toujours.

« La part de vérité économique que porte le communisme persistera. Mais sa partie métaphysique et dogmatique s'effondrera. Sa conception mécanique de l'univers égoïste.

Il ne s'agit pas là de nouvelles prédictions de Nostradamus, mais extraits d'un article du Cardinal Saliège, dans un journal toulousain. Sans doute cette vénérable Eminence a-t-elle d'avantage étudié les Saintes Ecritures que Marx ou Lénine ; Elle saurait sans cela que la « part de vérité économique » que porte le communisme ne fait qu'une avec la conception marxiste de l'univers ; et que le jour où cet univers — dont plus d'un tiers a déjà échappé au capitalisme — sera entièrement et intégralement communiste, la religion catholique elle-même sera aussi périmée que le culte de Mithra ou celui du Serpent à Plumes.

UNE BELLE RECRUE...

Dans le dernier numéro du *Canard Enchaîné*, « l'anarchiste de droite » Henri Jeanson ne cache pas sa sympathie pour Poujade et les campagnes de son organe *Fraternité Française*...

Sans doute parce qu'il s'y retrouve en pays de connaissance, lui qui écrivait dans le premier numéro d'*Aujourd'hui*, paru le 10 septembre 1940, avec la bénédiction de la Propaganda-staffel :

« La défaite a eu ceci de bon qu'elle a libéré la France des trusts, des banques et des radicaux-socialistes. »

Sans commentaire...

PERMANENCE
64, Rue de Richelieu,
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

ABONNEZ-VOUS,

FAITES-NOUS

DE NOUVEAU ABONNES

SOUSCRIVEZ

C.C.P. La Vérité des Travailleurs

6965-68 Paris

ON NOUS ÉCRIT :

DE MONTPELLIER Sur les événements du 20 janvier

... Les étudiants algériens avaient invité tous les étudiants de Montpellier et les membres du bureau de l'A.G.E.M. (Association Générale des Etudiants de Montpellier) à participer à une réunion d'information, à la C.G.T. Cette réunion clôturait une journée de grève des cours et de grève de la faim pour protester contre l'arrestation arbitraire à Paris de deux de leurs compatriotes algériens ; au cours de cette réunion, devaient être exposés la situation et les problèmes d'Afrique du Nord.

Le sabotage de la réunion est essentiellement l'œuvre du bureau de l'A.G.E.M. qui, cordialement invité, a trahi la confiance qu'on lui faisait, et l'œuvre personnelle de Jean-Marc Mousseron. Ce dernier, élève des Jésuites, militant R.P.F. connu, ancien président de l'U.N.E.F. est l'inspirateur occulte de l'A.G.E.M. où il ne remplit aucun mandat mais où il possède de très solides amitiés, puisque les dirigeants actuels sont « ses hommes ». Le dénommé Mousseron avait recruté son groupe de choc durant toute la journée de vendredi.

Je précise que le maire de Montpellier (Jean Zuccarrelli, avocat, radical et franc maçon) avait refusé la salle des concerts aux étudiants algériens...

Lettre d'Algérie

Philippeville m'a montré un visage de guerre. Couvre-feu à 20 heures, créneaux de sable, mitrailleuses en

position, renforts des postes de garde, tous armés de mitrailleuses. Même sur le quai, la douane est accompagnée d'un « garde-franc » avec mitrailleuse. J'ai reniflé l'atmosphère que nous avons connue sous l'occupation. Si tu restes aux terrasses des cafés, tu peux voir toutes les demi-heures passer une patrouille en armes et tenue de campagne. J'ai vu défiler deux bataillons de la Légion, brrr... Ça donne la chair de poule. Le maître de ballet de ce défilé devait être un S.S.

Demandé comment ça marchait à un commerçant. Avec un tremblement de voix, me montrant la ville, « Oui, Monsieur, tout ça c'est nous qui l'avons créé. Et vous voudriez que nous abandonnions tout ça ?... La solution ? Comme en 45, plus de cinquante mille, Monsieur, et ils se sont tenus tranquilles pendant dix ans »...

Des Landes

...A propos des élections du 2 janvier : la poussée du Poujade est née de la révolte des commerçants, petites entreprises, face à un parlement stagnant et Poujade a senti son heure. Il a ramassé les voix gaullistes et celles des paysans, petits propriétaires mécontents face aux impôts. Mais de qui se moquait-il ? Les impôts que payent les consommateurs, les dépenses militaires, à qui la faute ? A la bourgeoisie capitaliste de droite et de gauche qui exploite tous les travailleurs sans distinction de couleur ou de parti...

NOTRE JOURNAL “ LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS ” lutte pour la Révolution Socialiste

Les collages et diffusions systématiques effectués dans la banlieue ouvrière et certains quartiers de Paris en décembre et janvier, nous ont permis de constater l'intérêt suscité par nos analyses et nos mots d'ordre.

Les deux numéros de notre journal parus pendant la campagne électorale et après le résultat des élections, avaient été spécialement conçus pour aider à ces collages. Ils comportaient chacun une affiche. De plus, nous appliquons maintenant sur chaque numéro du journal collé ou diffusé un cachet portant les adresses des kiosques ou libraires du quartier, où notre journal est en vente.

Tous nos camarades ont été heureux de constater que dans beaucoup d'endroits nos affiches étaient restées intactes. Dans le cours même des collages, ils ont souvent pu voir des passants lire très attentivement ces affiches où est défendu le mot d'ordre d'un gouvernement P.C.F.-P.S. répondant aux aspirations des travailleurs.

Nos distributions continuent dans les maisons ouvrières. Une bonne vente a été faite au meeting contre la guerre en Afrique du Nord à Wagram. Tout cela nous encourage à persister, à accroître notre effort, car ces indices sont la preuve que nous sommes sur la bonne voie et que notre presse doit se répandre plus largement encore car elle répond aux aspirations véritables des travailleurs.

SOUSCRIVEZ POUR NOTRE JOURNAL.

FAITES-LE LIRE AUTOUR DE VOUS.

COMMUNIQUEZ-NOUS DES ADRESSES OU L'ENVOYER.

Claude JUST

Nous apprenons le décès du camarade Claude JUST à l'âge de 67 ans. Il avait rejoint le mouvement ouvrier très jeune et fut un des opposants à la première guerre mondiale. A la formation du P.C., il resta toutefois dans le P.S. où il ne cessa de se situer à l'extrême-gauche, et de lutter pour le front unique des deux partis. En 1934, il fut un des signataires, au nom du P.S., du pacte d'unité d'action.

Pendant des années, Claude JUST fut un des propagandistes attitrés du P.S., se rendant dans les coins les plus arriérés pour défricher le terrain pour la cause du socialisme.

L'expérience de la deuxième guerre mondiale et de l'après-guerre l'amènèrent à rompre avec le P.S. et à rejoindre les rangs de la IV^e Internationale.

Dans les dernières années, sa santé était profondément altérée ; ses souffrances étaient accrues du fait qu'il ne pouvait plus militer.

Nous saluons ici la mémoire d'un homme qui a apporté sa contribution à la construction du mouvement ouvrier par un travail persévérant de près de cinquante ans et adressons nos condoléances attristées aux siens.

LES ETUDIANTS ALGERIENS MANIFESTENT CONTRE LA REPRESSION COLONIALISTE

Les étudiants algériens ont réalisé le 20 janvier une grève des cours doublée d'une grève de la faim en France et à Alger pour manifester leur solidarité avec le peuple algérien en lutte. Le porte parole des étudiants algériens a fait la déclaration suivante :

« Une répression féroce frappe aveuglément le peuple algérien, et nos étudiants n'ont guère échappé à la prison, aux tortures, aux camps d'internement. Nous ne signalerons ici que le cas de notre camarade Kacem Zeddour, mort entre les mains de la police.

« De même qu'aucune répression ne peut venir à bout de la volonté du peuple algérien de réaliser ses légitimes aspirations, les agissements de la police ne sauraient en aucun cas intimider nos étudiants ni les empêcher de rester solidaires de la lutte et de l'espérance de leur peuple.

« Demander que nos camarades internés soient libérés, que les assassins de Zeddour soient jugés et châtiés, que les autorités politiques ne laissent pas les mains libres à la police, ce sont des revendications que nous formulons pour assainir le climat étudiant. »

Pour une véritable discussion

Depuis 1944 jusqu'au XII^e Congrès, la vie intérieure du P.C.F. fut plutôt sans histoire. Mais, à partir de 1952, elle devint mouvementée : exclusion d'André Marty puis d'A. Lecœur qui publient leur défense, rétrogradation de Tillon, critiques publiques d'une violence inhabituelle d'Aimé Césaire à l'égard d'Aragon, polémique Lefèvre-Garaudy, et voici que paraît un livre de 200 pages de Pierre Hervé :

« La Révolution et les Fétiches ».

Le livre de Pierre Hervé prend place avant tout dans le cadre d'une polémique entre intellectuels. Cependant, les problèmes politiques et sociaux n'y sont pas oubliés.

LES QUESTIONS CULTURELLES

Une bonne partie de ce qui est dit sur les questions culturelles est généralement juste et devait être dit. C'est ce que la plupart des intellectuels du P.C.F. pensent. Il leur faut admettre sans discussion tout ce qui vient d'U.R.S.S. ou de responsables du Comité Central.

Les éditions de « La Table Ronde » où P. Hervé a publié son livre sont particulièrement réactionnaires. Toutefois, quand Guy Besse écrit dans *l'Humanité* : « Quant aux discussions entre communistes c'est dans le cadre du Parti sur les bases de ses principes historiques, qu'elles se déroulent... » il affecte d'oublier que les éditions contrôlées par le P.C. non seulement ne se permettraient pas une telle publication, mais retirent de leurs catalogues toute publication ancienne d'un auteur condamné.

La direction du P.C.F. est passablement désarçonnée par ce qui se passe actuellement en U.R.S.S., elle ne peut l'expliquer, elle n'a pas les mêmes raisons que les dirigeants soviétiques à un « cours nouveau ». Aussi s'efforce-t-elle, comme Hervé le souligne justement, de minimiser ces changements.

Tout communiste doit défendre le droit de P. Hervé à formuler ses critiques, ses positions, contre les prétentions d'une direction dont « l'infailibilité » prend de plus en plus de sérieux coups. Il faut repousser toute condamnation du type excommunication. Nous considérons qu'il y a dans le livre de P. Hervé plusieurs prises de positions et une orientation condamnables, mais qui ne peuvent l'être qu'au travers d'une discussion sérieuse et honnête.

L'EXISTENCE DE LA BUREAUCRATIE

Hervé déclare que l'exposé du marxisme a pris dans les vingt dernières années un tour « byzantin et scolastique » en Union soviétique.

Pourquoi cela ? L'explication d'Hervé est inacceptable. « Ce fut surtout en vertu de nécessités pédagogiques d'une immense ampleur. »

On ne peut justifier à aucun titre un enseignement — élémentaire ou supérieur — frelaté du marxisme. Chaque fois que le marxisme a été altéré, il a fallu lutter pour le rénover et ceux qui l'ont rénové ont à cet effet expliqué les causes objectives de l'altération.

Loin de le faire, P. Hervé croit probablement plus astucieux de mener sa polémique contre la direction du Parti en s'appuyant sur Staline dont il ne peut ignorer qu'il fut le grand patron organisationnel et théorique dans cette période d'un « marxisme byzantin et scolastique ».

Staline était le représentant d'une couche de la société soviétique, la bureaucratie, qui a exproprié politiquement le prolétariat. Et « l'extrémisme idéologique » (terme tout à fait confus et équivoque, c'est autoritarisme idéologique qu'il faudrait dire) c'est « l'idéologie » de la bureaucratie qui déforme le marxisme-léninisme.

Pierre Hervé souscrit d'ailleurs à l'explication bureaucratique qui fait de Beria le responsable de l'affaire yougoslave et de toute la période stalinienne. Comment peut-il y croire lui qui par ailleurs parle de « procès retentissants » qu'on expliquera autrement à l'avenir ? A cette occasion disons qu'on aurait bien voulu voir dans ce livre quelques explications des motifs qui lui firent écrire les ignobles articles de la Nouvelle critique « De Trotsky à Tito » et d'autres aussi peu ragoûtants. Car le silence d'Hervé sur ce point, cette absence de franchise, ne fait qu'affaiblir toutes les critiques justes qu'il formule.

VARIATION CONJONCTURELLE OU RETOUR A LENINE ?

Parmi les reproches qu'il adresse à la direction du P.C., l'un des principaux est de conserver ce marxisme « byzantin et scolastique » alors que la période a changé, que la « coexistence pacifique » et la « détente » ont remplacé la « guerre froide ». Nous traiterons plus loin de la ligne politique d'Hervé. Mais cet argument lui aussi est manifestement erroné. La tension politique internationale connaît et connaîtra nombre de variations. Faudrait-il donc, en cas de tension croissante, revenir au byzantinisme, à la scolastique.

Le byzantinisme et la scolastique ne peuvent avoir aucune justification dans le marxisme — ni les nécessités d'un enseignement très ample ni les conditions de la « guerre froide ». Accepter une telle conception, c'est accepter de mentir à la classe ouvrière ; c'est une conception qui est étrangère au marxisme et elle ne peut provenir que de la pression de l'ennemi de classe sur une couche de la classe ouvrière ou sur une couche sociale issue de la classe ouvrière.

Ce dont les travailleurs ont besoin, ce n'est pas d'une variation conjoncturelle, comme elle apparaît dans le livre d'Hervé, mais d'un véritable retour à Lénine.

PEUT-ON SE PASSER DE FAIRE LA REVOLUTION ?

Les chapitres politiques appellent plus que des réserves ; il faut en condamner absolument l'orientation.

La lutte du travail contre le Capital risque de remettre en cause la coexistence pacifique. Alors, que la classe ouvrière de France devienne raisonnable et peut-être pourra-t-on s'acheminer par des voies nouvelles vers le Socialisme ! C'est un thème que développe « La Révolution et les fétiches ».

Il va de soi que les marxistes ne préconisent pas la révolution pour la révolution. Le problème est de savoir si la transformation du capitalisme au socialisme peut se faire sans une crise révolutionnaire de la société, sans l'abolition de l'Etat bourgeois, sans l'intervention par la force du prolétariat. Le problème c'est de savoir si aujourd'hui l'impérialisme, après avoir perdu un tiers du globe, est disposé à accepter sa disparition sans combat.

Mais, en contradiction avec son argument qu'il faut éviter la révolution en France pour ne pas provoquer la guerre, P. Hervé soudain dit qu'il ne s'agit pas d'escamoter la Révolution ; en Occident, déclare-t-il, elle prendra d'autres formes. Sans doute la Révolution peut revêtir différentes formes ; ce qui s'est passé en Yougoslavie, en Chine, n'est pas en tous points comparables à ce qui s'est passé en 1917 en Russie. Mais ce n'est pas là véritablement la pensée d'Hervé. Il ne s'agit pas des formes de luttes révolutionnaires pour le pouvoir, mais de formes d'évolution, d'étapes du type Front populaire, c'est-à-dire de périodes de compromis avec des partis bourgeois, menant — on ne sait trop comment — au socialisme. Sur ce point, il n'a d'ailleurs aucun désaccord avec la direction du P.C.F. et, dans cette mesure, il a raison quand il dit qu'il ne défend pas une ligne opposée. Son mérite même, si l'on peut dire, est de poser plus franchement le problème.

P. Hervé, citation de Lénine à l'appui, parle de la nécessité d'un « programme minimum » et d'un « programme maximum ». Malheureusement cette citation date de 1907, où tout le mouvement socialiste s'alignait encore sur le programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande et où il n'était pas question de poser la conquête du pouvoir comme tâche primordiale dans cette période. P. Hervé connaît les Congrès de l'Internationale communiste ; il a dû les relire pour écrire son livre, car il en cite plusieurs

dans les 200 pages de son ouvrage. N'a-t-il donc pas lu dans la résolution sur la tactique du III^e Congrès de l'Internationale Communiste (1921) :

« A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'I.C. met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui, dans leur ensemble, démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature du prolétariat, et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat. »

Il s'agit là d'une conception essentielle pour toute la période impérialiste, la période dans laquelle le prolétariat doit renverser l'Etat bourgeois et instaurer le pouvoir prolétarien. C'est une conception totalement opposée à celle qui est commune à P. Hervé et à la direction du P.C.F. Encore une fois, ce que P. Hervé sur ce point revendique, c'est plus de conséquence.

Et malgré les dénégations de Guy Besse, la stratégie stalinienne et post-stalinienne de la coexistence pacifique implique bien la coexistence pacifique entre bourgeois et prolétaires.

LES OUVRIERS DOIVENT DECIDER.

Ceci dit, la manifestation de P. Hervé est une expression nouvelle de ce qui se développe dans le sein du P.C.F.

Si les militants pouvaient s'exprimer librement et clairement, nul doute que plusieurs lignes différentes verraient jour. Dans la tribune de discussion du 13^e Congrès, nous avions relevé il y a 18 mois des tendances gauches embryonnaires (entre autres, celle d'un autre ancien collaborateur d'Action, V. Leduc). Depuis que la crise dans le P.C.F. a pris des manifestations plus accusées, c'est incontestablement André Marty qui a tiré les conclusions les plus approfondies de la situation politique et du régime intérieur de l'organisation dont il fut Secrétaire et qui dans son livre « L'Affaire Marty » a exposé la ligne révolutionnaire la plus conséquente.

Le problème qui se pose aujourd'hui aux militants communistes, ce n'est pas de passer à côté de toutes ces manifestations de divergences de pensée. Les questions ne sont pas à régler au sein du Bureau Politique. Tous les problèmes d'orientation soulevés par tous ceux qui se placent sur le terrain du communisme doivent être discutés démocratiquement par les ouvriers. C'est ainsi qu'on mettra fin aux fétiches.

R. MERLIN.

Libération et amnistie des jeunes frappés par la répression militaire

Dix-huit des jeunes soldats qui avaient participé à la magnifique manifestation de la Gare de Lyon ont été inculpés de révolte militaire au Tribunal Militaire de Paris.

D'autres jeunes soldats ayant participé aux manifestations de Rouen ont été également inculpés de façon similaire.

Les peines prévues par l'article 204 du Code de Justice Militaire vont de deux à cinq ans de prison.

Plusieurs de ces jeunes, d'ailleurs démobilisés, ont déjà été incarcérés.

Nous avons la semaine dernière publié une lettre d'un des nombreux jeunes soldats qui sont dans les prisons militaires pour avoir manifesté leur refus de la sale guerre d'Algérie.

Il faut imposer au gouvernement Guy Mollet l'arrêt des pour-

suites des tribunaux militaires et la libération de tous ces jeunes.

Ce doit être l'objectif N° 1 de tous les Comités formés contre la guerre en Afrique du Nord.

JEUNES TRAVAILLEURS, FEMMES, INTELLECTUELS !

Dans chaque quartier, chaque localité, exigez des députés, ceux du P.C.F. et du P.S. en particulier, qu'ils fassent ouvrir la discussion d'urgence sur cette question à l'Assemblée.

Manifestez votre solidarité active pour les jeunes en butte aux poursuites.

Exigez des organisations ouvrières, syndicales et politiques qu'elles organisent en commun des meetings pour leur libération et la cessation des poursuites.

DE SURESNES

Lorsque les élections furent officiellement décidées, pour le 2 janvier, le Comité des Jeunes de Suresnes pour la Paix en Afrique du Nord (1) a fait parvenir à tous les candidats députés du secteur une lettre. Il y précisait son programme et ajoutait :

Nous vous demandons en outre de répondre de façon très précise aux deux questions suivantes :

1) Etes-vous prêts à déposer immédiatement un projet de loi avec discussion d'urgence décidant du retrait du contingent de l'Afrique du Nord;

2) Etes-vous prêt à déposer immédiatement un projet de loi avec discussion d'urgence décidant de l'amnistie totale et immédiate envers les jeunes soldats ayant manifesté contre leur envoi en Afrique du Nord ».

Durant la campagne électorale des représentants du Comité des Jeunes se rendirent dans les réunions publiques des divers candidats. Tous les candidats bourgeois soit se défilèrent, soit répondirent non aux questions posées.

Le tract du Comité informant la population à la veille du scrutin de ces positions, ajoutait :

M. A. Gazier, au nom du parti socialiste,

M. E. Fajon, au nom de la liste communiste, nous ont donné l'assurance que ces questions seraient posées par eux dès les premiers débats de l'Assemblée Nationale.

Quelle que soit l'importance de l'abrogation des lois antiracistes Barrachin - Barrachin (et c'est important) il faut exiger de Gazier et de Fajon qu'ils tiennent parole. Des dizaines et peut-être des centaines de jeunes sont menacés de la répression militaire. Tout doit être mis en œuvre pour les protéger et arracher leur amnistie.

(1) Voir la Vérité des Travailleurs, n° 36.

FRONT UNIQUE POUR ECRASER LES APPRENTIS S.S.

L'agression des jeunes fascistes de Montpellier (1) contre les étudiants nord-africains et noirs est un avertissement pour tous les travailleurs. L'abjecte haine raciste, la rage d'être impuissants contre le peuple nord-africain et le courage que donne aux lâches le fait d'être dix contre un ont fait apparaître le S.S. qui dort derrière le défenseur de l'ordre et de la présence française.

L'expérience du fascisme qu'a vécue la classe ouvrière doit éliminer toute hésitation après ce premier avertissement. Pour montrer à nos frères asservis des pays colonisés que les travailleurs de France sont entièrement avec eux, pour empêcher que les fascistes tirent courage et renfort grâce à des succès, pour briser dans l'œuf toute réorganisation des bandes anti-ouvrières et colonialistes, immédiatement doit avoir lieu une riposte organisée. Le boycott de tous les poujadistes, qui, même s'ils ne sont pas fascistes, financent et soutiennent de vrais fascistes à la tête de leur organisation, doit être organisé par toutes les organisations ouvrières. Les poujadistes doivent être désignés, mis en quarantaine, démoralisés.

Mais surtout il ne faut pas attendre que les bandes fascistes tiennent le haut du pavé pour reconstituer les milices et les groupes de combat. La terreur ouvrière doit pourchasser, briser, rendre le pays invivable à tout apprenti fasciste. Les meetings de protestation sont indispensables, mais ils doivent servir à l'organisation des travailleurs pour l'offensive, pour l'action directe, afin de détruire à sa racine le regroupement fasciste qui s'opère.

Dans certains quartiers de Paris fleurissent des affiches de groupuscules fascistes, antisémites, racistes. Seule l'action la plus vive dispersera ces repaires. Compter sur la justice et la police de l'Etat bourgeois pour le faire serait livrer les travailleurs coloniaux et les organisations ouvrières aux pires agressions. Qui prêche le calme quand l'ennemi s'arme ne mérite que le mépris. Aucun bon gouvernement restant dans l'Etat bourgeois ne fera de mal aux fascistes. Seule l'action unie des travailleurs est efficace. Il faut exiger et réaliser le Front Unique du P.S. et du P.C.F. et de leurs cellules et sections pour organiser le combat.

Les jeunes en particulier qui luttent déjà contre la guerre coloniale doivent devenir les plus actifs dans la guerre contre les colonialistes.

Que la devise de Vaillant Couturier devienne leur devise :
" Pour un œil, les deux yeux, pour une dent toute la gueule ".

(1) Voir la lettre de notre correspondant en page 2.

Une série de cours ronéotypés vient d'être publiée par le Secrétariat International de la IV^e Internationale :

M. PABLO. — Le matérialisme de Lucrèce à Marx.

P. FRANK. — Le matérialisme de Marx à nos jours.

E. GERMAIN. — Les théories marxistes de l'impérialisme et ses critiques bourgeoises.

M. PABLO. — Les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition.

P. FRANK. — La révolution coloniale depuis la deuxième guerre mondiale.

Chaque cours : 75 francs.

A la Salle Wagram

Vendredi 27 janvier

vibrant meeting

contre la guerre

en Afrique du Nord

A l'appel du Comité d'Action des Intellectuels français (1) contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, la salle Wagram était comble. De très nombreux nord-africains se pressaient au coude à coude avec les travailleurs et intellectuels français venus exiger l'arrêt de la guerre en Afrique du Nord et le droit des peuples d'Algérie, Tunisie et Maroc à disposer librement d'eux-mêmes.

Le souffle de l'héroïque lutte de l'Armée de Libération Nationale Algérienne passa sur la salle quand G. Mandouze vint apporter le salut des maquis algériens.

Et les interventions des orateurs malgache et camerounais en particulier, vinrent montrer que c'est l'Afrique tout entière qui va se lever et se lève déjà en dépit des tueries et de la répression de l'impérialisme et de Madagascar à l'Atlantique la lutte des peuples d'Afrique du Nord et d'Algérie en particulier attise un énorme foyer d'émancipation nationale.

(1) Notre Parti a adressé à cette occasion au Comité, la lettre suivante :

A l'occasion du meeting organisé le vendredi 27 janvier 1956, à la Salle Wagram, par le Comité d'Action des Intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, le P.C.I., Section Française de la IV^e Internationale, désire manifester sa solidarité avec l'action menée par votre Comité. Nous sommes convaincus que la réalisation rapide d'une solution du problème nord-africain accordant satisfaction aux aspirations légitimes des peuples du Maghreb dépend d'une mobilisation réelle de la classe ouvrière française en vue d'imposer par les moyens efficaces de la lutte des masses l'arrêt de la guerre coloniale et le retrait des troupes d'Afrique du Nord.

Une telle action est le prélude nécessaire à une solution des problèmes en suspens, dépourvue de tout piège et de tout esprit impérialiste. Elle est notre unique moyen de concourir à une évolution progressive et socialiste en Afrique du Nord.

OFFENSIVE SUR LE FRONT DE LA RESISTANCE ET DU TRAVAIL

Loin de marquer un arrêt, la lutte ne cesse de se développer au Maroc depuis le retour du Sultan. Les maquis ont pris une extension considérable et contrôlent virtuellement de larges portions du territoire, en particulier la région allant de la frontière du Maroc espagnol à la frontière algérienne. Pour s'en tenir seulement à l'évaluation des milieux militaires français, ceux-ci chiffreraient à 800 le nombre des combattants armés début octobre, et les estimaient à 2.000 fin novembre et à plus de 7.000 à l'heure actuelle, sans compter plusieurs dizaines de milliers de montagnards passés à la dissidence. La zone de combats est en extension constante et se rapproche des grandes villes.

A l'intérieur des villes, la résistance continue à se manifester en poursuivant l'épuration et l'exécution des mouchards et des traîtres. En dépit des exhortations du Sultan et de son fils appelant les paysans à respecter l'ordre des caïds et à payer les impôts, le mouvement de la grève de l'impôt n'a pas pris fin dans les campagnes.

Le mouvement syndical se développe avec une puissance incroyable. Devant le raz de marée vers l'U.M.T., la direction stalinienne de la C.G.T. a renoncé à l'opposition en prononçant la dissolution de sa centrale et en s'intégrant à l'U.M.T., pourtant affiliée au C.I.S.L. dominé par les syndicats américains.

Des syndicats se constituent dans toutes les corporations sans exception, jusqu'aux gens de maison, corvéables à merci, et aux petits cirqueurs de la place publique. Partout sont élaborés et déposés des cahiers de revendications contenant de substantielles augmentations de salaires, la diminution des heures de travail, la sécurité sociale, etc... D'importants mouvements ont eu lieu notamment pour la réintégration des travailleurs licenciés, frappés par la répression, et leur indemnisation.

Le P.C. marocain face à cette situation a opéré un violent virage à gauche.

La population de Tlemcen se lève contre le crime

L'exécution par les forces de police du Docteur Benzerjen, médecin très populaire à Tlemcen, a suffi pour plonger la ville dans des troubles mettant en mouvement toute la population de la ville pendant plusieurs jours. Des renforts de troupes durent être amenés en toute hâte. Le couvre-feu fut fixé à 4 heures de l'après-midi. Ce fait est révélateur des sentiments qui animent toute la population algérienne, et de sa combativité croissante. Que l'on s'imagine des troubles pareils mettant en branle la population entière simultanément dans la plupart des grandes villes d'Algérie : qui pourrait endiguer une pareille marée humaine ?

L'explication officielle du crime, basse et ridicule comme à l'accoutumée ne résiste pas à l'examen. Aucun Algérien n'y a cru.

Le Docteur Benzerjen se serait enfui en bousculant son escorte de gendarmes et ceux-ci ne parvenant pas à le rejoindre l'auraient abattu. Les nombreux amis et connaissances du médecin ont témoigné que celui-ci était estropié d'une jambe à la suite d'un grave accident et donc dans l'incapacité de se livrer à une course de vitesse avec les gendarmes. Il était au surplus très chétif et myope au point de ne pas voir à deux pas. Ses mains étaient liées par les menottes. « Abattu en fuite », c'était déjà la formule consacrée des SS au temps où ils traquaient les antifascistes allemands. Les photos d'Ain Abid nous ont dévoilé la technique : les gendarmes mettent en demeure leurs prisonniers d'avancer en leur appliquant au besoin quelques coups de pied bien ajustés, aussitôt que ceux-ci ont franchi une dizaine de mètres, ils reçoivent dans le dos une décharge de fusil et de mitraillette.

« Les balles l'ont atteint dans le dos, dit le rapport officiel », aucun doute n'est permis.

L'unification du Maghreb sera l'œuvre des forces populaires

La révolution s'intensifie inexorablement dans les trois pays du Maghreb. Sans cesse des masses plus larges entrent en lutte. L'insurrection armée fait tâche d'huile au Maroc, en Algérie, remportant d'importants succès militaires. Les « fellaghas » tunisiens ont largement repris le combat. En même temps, le mouvement social des masses se développe dans les villes et les campagnes, tant en Tunisie qu'au Maroc où il est particulièrement tumultueux.

Fait très remarquable -- voire décisif -- à mesure que le combat libérateur atteint un stade plus avancé le fait nord-africain, le mouvement vers l'unité nord-africaine s'impose irrésistiblement. Les solutions fractionnées ménageant l'équilibre impérialiste perdent autant de leur réalité.

Tout à tour le Sultan du Maroc et Bourguiba viennent de manifester leurs inquiétudes relativement à l'Algérie, problème-clé. L'article plaidoyer de Bourguiba publié par le journal « L'Action » à Tunis comporte du moins un préambule qui, cherchant à satisfaire tout le monde, ne souffre aucune discussion :

« Dans très peu d'années, l'ensemble de l'Afrique du Nord se sera dégagé du colonialisme et de l'oppression. Plus tôt qu'on ne le croit en général, nos trois pays, systématiquement séparés depuis des décades, reformeront un Etat Fédéral ou peut-être même unitaire. »

Cette perspective s'offre indéniablement à l'Afrique du Nord dans les années à venir. Mais elle ne sera pas, comme Bourguiba le suggère, le fruit de la « modération » et de la « conciliation », mais uniquement le résultat de la lutte et du rapport des forces. Les banalités de Bourguiba sur « l'extrémisme qui appelle l'extrémisme » pèsent peu devant la réalité d'une situation et d'objectifs révolutionnaires qui sont par définition extrémistes.

Le but recherché par les impérialistes en Tunisie -- Mendès-France n'en a pas fait mystère -- était d'éviter le mouvement nationaliste en s'appuyant sur certains dirigeants pour faire prévaloir un compromis non viable et impopulaire. Bourguiba a relevé le pari en connaissance de cause et porte une lourde responsabilité dans la guerre civile qui fait rage en Tunisie à l'heure actuelle à la grande satisfaction des colonialistes.

Les ministres du Néo-Destour se concertent maintenant avec la police tortionnaire, avec les assassins de Fehrat Hached, avec les généraux des « ratissages » pour traquer les combattants tunisiens qui refusent de se satisfaire d'une autonomie interne qui laisse intacte l'exploitation colonialiste et veulent œuvrer aux côtés de leurs frères algériens à l'accomplissement de la révolution nord-africaine.

Au même instant on peut voir également au Maroc Si Bekkaï et le fils du Sultan conférer avec les généraux français sur le rétablissement de « l'ordre » dans la région de Fez.

La crainte du mouvement des masses pousse de larges fractions de la bourgeoisie nationale en Tunisie comme au Maroc, à rechercher le compromis avec l'impérialisme aux dépens de ces masses et pour mieux pouvoir leur résister. D'autres fractions considèrent de toutes façons trop aléatoire et dépassé le compromis avec l'impérialisme français aux abois, comptant davantage sur le concours ultérieur d'un impérialisme plus florissant.

Une ligne de partage se dessine ainsi au Maghreb qui prélude à un nouveau regroupement des forces politiques. Il n'y a pas de doute que pour l'instant les regroupements ne sont pas dénués d'équivoque et de contradictions. L'unification des forces combattantes du Maghreb constitue un immense pas en avant en dépit des confusions qui subsistent. Il n'y a pas d'autre voie possible que celle-ci pour l'émancipation de chacun des trois pays nord-africains.

La puissance de ce mouvement qui s'amorce aidera à surmonter les équivoques.

Pour qui voit clair, il ne peut faire de doute que ce sont les seules forces populaires qui mèneront la lutte jusqu'au bout sans esprit de faiblesse et de compromis, pour qui l'indépendance véritable s'identifie avec la suppression des chaînes de l'oppression et du servage avec la réforme agraire, des conditions de vie décentes, l'essor national et social, une démocratie et une liberté réelles.

P. GODFRAIN.

FRANCO DANS SES PETITS SOULIERS

Le Maroc espagnol ne pouvait demeurer à l'abri de la bourrasque. Pour la première fois des mouvements de grève se sont produits dans la zone de Franco. Les manifestations en faveur de l'unification du Maroc dans l'indépendance, ont pris une force croissante. Franco en a été réduit à dévoiler grossièrement ses batteries en se prononçant catégoriquement contre une indépendance immédiate et contre l'introduction de la démocratie au Maroc, en mettant en

doute la maturité des Marocains, ce qui était la pire insulte pour tous les militants nationalistes. Le franquisme poursuit son jeu subtil mais il n'en devra pas moins faire face finalement aux échéances redoutables. Le mouvement en faveur de l'unification sera irrésistible.

La crise marocaine n'a pas fini de faire trembler le régime de Franco. Elle pourrait bien finalement contribuer à la chute du tyran.

“ La Vérité des Travailleurs ” à nouveau poursuivie

La justice a ouvert une instruction sur les numéros de septembre et d'octobre 1955 de notre journal. Elle vise plusieurs articles relatifs à l'Afrique du Nord. La police judiciaire a interrogé nos camarades P. Frank et J. Dumas. L'inculpation une fois encore est « l'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ». Des poursuites n'arrêteront pas la marche des événements. Ces inculpations doivent être dénoncées dans les organisations ouvrières et dans les milieux qui se revendiquent de la démocratie. Sous couvert de défendre la « sûreté extérieure de l'Etat », c'est la liberté de presse qui se trouve en fait visée.

FRONT POPULAIRE AVEC LA OU FRONT UNIQUE DES PARTIS CONTRE LE CAPITAL

Les élections sont passées, la nouvelle Assemblée Nationale siège, un nouveau gouvernement va présider aux destinées du pays. Le Front Republicain gouverne. La droite lui propose l'Union Nationale, le Parti communiste le Front populaire. Mais que veut le pays et où va-t-il ?

Les grandes masses veulent un changement. Il est symptomatique que toutes les listes de candidats — même celles des plus conservateurs — dénonçaient « l'immobilisme » et clamaient qu'il fallait que « ça change ». A un moment où l'économie française fonctionne à plein, où les prix sont stables, loin de témoigner de la satisfaction, les électeurs ont montré mécontentement et colère. Les partis du centre se déchiraient sous l'effet d'une polarisation qui s'est manifestée — à gauche par une augmentation d'un million de voix pour les partis ouvriers, obtenant ainsi plus de 9 millions de suffrages (P.C. : 5,5 millions, P.S. : 3,5 millions) et à droite par un vote de plus de 2 millions de voix pour les listes Pujade.

D'OU PROVIENT LE MECONTENTEMENT ?

Malgré le plein emploi, de graves problèmes pèsent sur la population.

Pour les ouvriers, les salaires sont encore bien insuffisants et à la merci de peu de chose. Les mouvements d'août 1953 et de l'automne 1955, par la carence et la trahison des directions, n'ont pas donné de résultats tangibles. Les ouvriers acceptent pour l'instant des accords du « type Renault » mais n'en sont pas dupes. Les trois semaines de congés payés commencent à s'étendre, mais ce n'est qu'une compensation insuffisante pour l'accélération des cadences. Il faudra réduire la semaine de travail, revendication qui tend d'ailleurs à devenir internationale.

Le cas des petits bourgeois est plus compliqué, notamment de ceux qui se trouvent de manière pléthorique dans le petit commerce, l'artisanat, la petite production agricole. Ils vivaient sur les réserves passées, aujourd'hui perdues du capitalisme français. La guerre et l'après-guerre ne furent pas néfastes à tous (montée des prix, inflation, marché noir...). Mais pour eux sont venues les années de vaches maigres. La concentration capitaliste qui s'est accentuée dans les dernières années se tourne contre eux.

Sur tout le pays pèse un fardeau écrasant d'un budget de guerre de plus de 1.400 milliards. Et quelles sont les perspectives pour de tels efforts ? Sur le plan de l'Empire colonial, une saignée interminable et la défaite comme à Dien-Bien-Phu. Sur le plan des relations internationales, une nouvelle fois la suprématie rétablie de l'impérialisme allemand, et par dessus le marché la méfiance totale dans les capacités de l'Alliance atlantique et dans le rôle dirigeant de l'impérialisme américain. Les ouvriers sont hostiles aux buts de l'impérialisme français. Les petits bourgeois, dans la mesure où ils ne sont pas attirés par le mouvement ouvrier, sont humiliés dans leur « honneur national ».

Des problèmes extraordinairement viraux se posent au pays, mais on peut dire sans la moindre exagération que toute la politique depuis la « libération » a consisté à ne prendre aucune décision pour ne pas se heurter aux diverses forces sociales en présence : le bourgeoisie ne se sentait pas en état d'attaquer de front la classe ouvrière, et d'autre part les partis bourgeois ne voulaient pas porter atteinte aux couches sur lesquelles ils s'appuyaient.

UNE SITUATION NOUVELLE

Par suite le mal est allé s'amplifiant et il était évident qu'il devait prendre une forme plus virulente à un moment donné. Les élections du 2 janvier n'ont pas seulement apporté un témoignage sur l'état du pays, mais ouvert une situation nouvelle. Nul ne peut encore dire si à l'Assemblée Nationale « l'immobilisme » disparaîtra, mais ce qui est certain c'est que, par le fait que les problèmes sont devenus plus impérieux et que la politisation du pays s'est accrue, la vie politique ne pourra pas connaître dans la période qui vient « l'immobilisme » passé et des actions de masse tendront à donner une solution plus définitive aux problèmes qui se posent. Depuis un certain temps, on observe de plus en plus fréquemment des groupes de la population agissant contre la carence des pouvoirs publics ; c'est dans la question la plus brûlante, celle du logement, que cela s'est vu le plus claire-

ment. Mais cela s'étendra à tous les domaines (Algérie, salaires, laïcité...). Des grands rassemblements dans les rues ne tarderont pas à avoir lieu.

Nous sommes donc entrés dans une période qui aboutira dans des délais relativement courts à une solution d'ensemble plus définitive. D'ailleurs, certains hommes de la bourgeoisie n'ont pas caché qu'une solution doit être donnée avant la fin de la nouvelle législature.

LE SUCCES POUJADISTE, UN AVERTISSEMENT

Le succès poujadiste, avons-nous déjà dit le mois dernier, est un avertissement. Il y a eu moins de voix poujadistes qu'il y a eu de voix R.P.F. en 1951, mais c'est un vote plus significatif. Dans le R.P.F. convergeaient des courants divers : bourgeois autoritaires, réactionnaires, désireux d'utiliser le nom du général de Gaulle ; petits bourgeois capables d'aller à droite ou à gauche, comme ces quelques élus qui, à la fin de la précédente Assemblée, rejoignaient ou secondaient la Nouvelle Gauche ; et aussi la partie foncièrement fasciste ou fascisante qui, depuis 1934 et même avant 1934, s'est jointe à tout mouvement qui lui donnait l'espoir d'une victoire ultra-réactionnaire, extra-parlementaire. La convergence de ces divers courants n'avait pas résisté devant les manœuvres parlementaires, en premier lieu celles des « Indépendants et paysans ». Les années qui se sont écoulées ont profondément discrédité les vieilles formations réactionnaires de la droite classique. La campagne électorale poujadiste a montré la virulence du mécontentement des petits bourgeois aigris contre les hommes en qui ils avaient précisément placé autrefois leurs espoirs. Le vote poujadiste est un vote réactionnaire plus concentré. Ne s'y sont pas trompés les hommes de torchons à la « Rivarol » qui n'avaient jamais accordé leur confiance à de Gaulle et qui ont aussitôt emboîté le pas à Pujade.

Bien sûr, la plus grande partie des voix poujadistes est constituée de petits bourgeois qui ne constituent par eux-mêmes aucune force sociale véritable, cohérente et dont beaucoup lacheront pied devant la menace du boycott de leurs boutiques ou de représailles un peu plus vigoureuses. Mais il en était de même pour les masses petites bourgeoises rassemblées par les Hitler et les Mussolini : autour d'un noyau fasciste enragé étaient venus se grouper des masses de désespérés, frappés par la société capitaliste d'une part, et ne voyant ni force, ni perspective dans la politique des partis ouvriers d'autre part.

Dans le mouvement poujadiste, il y a le noyau des fascistes de toujours, xénophobes, antisémites, renforcés de nombre de petits colons qui n'ont pas le moyen — comme les grands capitalistes des colonies — de trouver d'autres placements et qui ne voient dans la révolte des peuples coloniaux que la perspective pour eux d'une fin misérable, une vie médiocre dans les petites villes de France. Avec eux ce ne peut être qu'une question de force.

Autour d'eux est-il possible que se rassemblent des masses petites bourgeoises et qu'ainsi soit influencée dans un sens réactionnaire l'orientation politique de la France ?

« L'ETAT FORT » POURRAIT-IL L'EMPORTER ?

A l'échelle mondiale, il ne fait pas de doute aujourd'hui que le rapport des forces entre le capitalisme et les forces de la révolution est très en faveur de celles-ci. Nous n'en sommes évidemment pas à la situation des années qui s'écouleront entre 1933 et la deuxième guerre mondiale. Mais cela ne veut pas dire que la réaction ne peut pas porter des coups fort durs au mouvement ouvrier sur des secteurs partiels déterminés, pour une période qui ne sera certainement pas très longue, mais pendant laquelle le mouvement ouvrier dans tel ou tel pays pourra connaître des défaites sérieuses. On ne

peut par avance rejeter la possibilité, dans le développement politique de la France, que la réaction se servant des troupes rassemblées par le mouvement Pujade, impose pendant un laps de temps un « Etat fort » sur le pays.

Dans quelles conditions cela serait-il possible ?

Aujourd'hui, les partis ouvriers ont une avance appréciable, très nette, sur le poujadisme. La situation est fort différente, à tous égards, de la période qui s'écoula de 1934 à 1940. Ceci est d'ailleurs l'explication première de la prudence avec laquelle Pujade s'efforce, au lendemain de son succès électoral, d'éviter les questions épineuses et, loin de faire le matamore, il se présente comme un petit bonhomme uniquement préoccupé des ennuis fiscaux des petits commerçants. Lui et ceux qui mènent savent qu'il leur faut encore agir avec prudence, que le mouvement ouvrier est alerté et qu'ils doivent attendre les déceptions de la politique de gauche avant de songer à agir plus vigoureusement. Car tout le problème est là : il n'y a que deux issues possibles, la solution ouvrière ou la solution réactionnaire, et il n'y a pas de solution, ni de type Front Republicain, ni de type Front Populaire.

En ce qui concerne le Front Republicain, sa fragilité est évidente, sa position minoritaire au Parlement n'est que l'image de sa position dans le pays. Il peut, sous la direction d'un démagogue comme Mendès-France, faire quelques coups de bluff, comme ce fut le cas en 1954 ; mais ensuite, dès que des problèmes d'envergure se posent, que ses interlocuteurs ne sont pas disposés à entrer dans son jeu, n'affectent pas d'être pris à son bluff, il est tout à fait impuissant.

Le gouvernement de Front Republicain va se trouver soumis à la pression de forces sociales le tirant soit à droite, soit à gauche. Par la puissance et la logique du mouvement des masses, il est probable que la tendance au Front Populaire commencera par grandir, nourrie par les dirigeants du P.C.F. et aussi par le fait que, pour les ouvriers, Front Populaire signifie autre chose que pour ces dirigeants. Pour eux, c'est avant tout l'accord P.C.-P.S. et pas la présence des radicaux.

CE QU'A DONNE ET CE QUE DONNERA LE FRONT POPULAIRE

Mais une telle illusion est grosse de périls. Il faut l'expliquer et tout faire pour contribuer à la dissiper. L'accord avec un parti bourgeois s'est toujours fait dans l'histoire du mouvement ouvrier

ANNIVERSAIRE DE FÉVRIER 1934

Pour briser les reins
au fascisme renaissant,

FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

ERRATUM

Dans le N° 37 (janvier 1956) de *La Vérité des Travailleurs*, compte rendu des travaux du XI^e Congrès du P.C.F., pp. 6 et 7 (2 colonne, dernière ligne), lire 143,4 milliards (au lieu de 1.434 milliards).

LAIR AVEC LA BOURGEOISIE NIQUE DES PARTIS OUVRIERS RE LE CAPITALISME

peut par avance rejeter la possibilité, dans le développement politique de la France, que la réaction se servant des troupes rassemblées par le mouvement Poujade, impose pendant un laps de temps un « Etat fort » sur le pays.

Dans quelles conditions cela serait-il possible ? Aujourd'hui, les partis ouvriers ont une avance appréciable, très nette, sur le poujadisme. La situation est fort différente, à tous égards, de la période qui s'écoula de 1934 à 1940. Ceci est d'ailleurs l'explication première de la prudence avec laquelle Poujade s'efforce, au lendemain de son succès électoral, d'éviter les questions épineuses et, loin de faire le matamore, il se présente comme un petit bonhomme uniquement préoccupé des ennuis fiscaux des petits commerçants. Lui et ceux qui mènent savent qu'il leur faut encore agir avec prudence, que le mouvement ouvrier est alerté et qu'ils doivent attendre les déceptions de la politique de gauche avant de songer à agir plus vigoureusement. Car tout le problème est là : **il n'y a que deux issues possibles, la solution ouvrière ou la solution réactionnaire**, et il n'y a pas de solution, ni de type Front Republicain, ni de type Front Populaire.

En ce qui concerne le Front Republicain, sa fragilité est évidente, sa position minoritaire au Parlement n'est que l'image de sa position dans le pays. Il peut, sous la direction d'un démagogue comme Mendès-France, faire quelques coups de bluff, comme ce fut le cas en 1954 ; mais ensuite, dès que des problèmes d'envergure se posent, que ses interlocuteurs ne sont pas disposés à entrer dans son jeu, n'affectent pas d'être pris à son bluff, il est tout à fait impuissant.

Le gouvernement de Front Republicain va se trouver soumis à la pression de forces sociales le tirant soit à droite, soit à gauche. Par la puissance et la logique du mouvement des masses, il est probable que la tendance au Front Populaire commencera par grandir, nourrie par les dirigeants du P.C.F. et aussi par le fait que, pour les ouvriers, Front Populaire signifie autre chose que pour ces dirigeants. Pour eux, c'est avant tout l'accord P.C.-P.S. et pas la présence des radicaux.

CE QU'A DONNE

ET CE QUE DONNERA LE FRONT POPULAIRE

Mais une telle illusion est grosse de périls. Il faut l'expliquer et tout faire pour contribuer à la dissiper. L'accord avec un parti bourgeois s'est toujours fait dans l'histoire du mouvement ouvrier

sur la base du programme de ce parti. Qu'on relise les pages du **18 Brumaire**, où Marx montre précisément que cette opération n'a pas donné à la petite bourgeoisie la force de la classe ouvrière, mais a inoculé aux travailleurs la faiblesse des petits bourgeois.

Cette histoire, vieille de plus d'un siècle, s'est répétée en 1936 en France et en Espagne. Pour ne pas heurter les « alliés » bourgeois (ces hommes politiques du grand capital qui font mine de défendre les intérêts des petits bourgeois), la classe ouvrière, à l'appel des mêmes chefs d'aujourd'hui, a dû arrêter la grève, faire la pause, renoncer à aider la révolution espagnole, évacuer les usines. En Espagne, le gouvernement républicain n'avait pas voulu entendre parler de reconnaître l'indépendance du Maroc espagnol, bien que Franco y puisait ses forces principales. Le Front Populaire se termina par une débâcle.

L'opération se renouvela au lendemain de la guerre sous le nom de « tripartisme » avec un autre parti bourgeois, le M.R.P., et sous l'égide du général de Gaulle. C'était, paraît-il, une route nouvelle vers le socialisme, sans révolution. Il y avait des ministres communistes ! Ils demandèrent aux ouvriers de « produire d'abord, revendiquer ensuite ». A ce moment la grève était dénoncée par eux comme « l'arme des trusts ». Il fallut rendre les armes pour qu'il n'y ait en France qu'une « seule police » bien républicaine. Les Algériens qui revendiquaient dans le Constantinois furent qualifiés d'hitlériens et bombardés. En 1947, la bourgeoisie se sentit assez forte pour remercier les ministres communistes des bons services rendus ; quelques années plus tard, elle pensait pouvoir se dispenser même de la participation ministérielle des socialistes. Les Pinay, Laniel, E. Faure ont été l'aboutissement de la politique suivie par les partis ouvriers à la fin de la guerre.

Un nouveau Front Populaire sera tout aussi impuissant en ce qui concerne l'introduction de véritables changements au profit des travailleurs. Les augmentations de salaires arrachées par les grèves seront rapidement englouties par le jeu de l'inflation que le grand capital ne craint pas d'employer dans de telles circonstances. Sous des prétextes divers on ne touchera guère aux budgets de guerre et on retrouvera des vertus républicaines à la police. Pour ne pas heurter l'Eglise on cherchera des compromis en matière de laïcité. Et, surtout, comme il s'agira avant tout de maintenir « l'Union Française », on ira à la recherche de compromis... avec les colons et le temps passera, aggravant la situation, exacerbant le mécontentement, discréditant ceux qui se livreront à ces jeux. La réaction aura un terrain plus commode pour faire appel aux masses petites bourgeoises en vue de mettre de « l'ordre » dans la maison.

C'est ce que peut donner un nouveau Front Populaire, même si la direction du P.C. se livre — comme elle commence à le faire à présent — juste au jeu de surenchère qu'elle croit nécessaire pour dégager ses propres responsabilités de celles des gouvernements qu'elle soutiendra.

DES SOLUTIONS AUDACIEUSES SONT SEULES REALISTES

Des solutions audacieuses portant atteinte au régime capitaliste, loin d'être des utopies, sont aujourd'hui ce qui peut le plus stimuler les masses et donner des résultats stables.

L'amélioration du sort des larges masses par des augmentations de salaires substantielles, par une politique de construction de logements sur une grande échelle, par un rééquipement sérieux du pays sans risque de chômage ou de mise en friche de larges parties du sol, tout un renouveau économique ne peut être obtenu qu'en taillant sur ce qui dévore les forces productives de ce pays : les arme-

ments, la guerre coloniale, les monstrueux profits des trusts, les prébendes multiples.

Il faut un pouvoir qui ose s'attaquer précisément à ce qui est aujourd'hui « l'ordre établi », un pouvoir qui exproprie les trusts, qui arrête la guerre en Algérie et retire les troupes de l'Afrique du Nord, qui se libère d'alliances militaires fort coûteuses et génératrices de guerre, un pouvoir qui — donnant de vraies raisons de vivre et d'espérer aussi aux masses petites bourgeoises — rendra aisément impuissante la toute petite fraction de fascistes enragés que rien ni personne ne pourra jamais changer.

Un tel pouvoir, fort, stable, c'est celui de la classe ouvrière, c'est-à-dire, dans les conditions présentes, un gouvernement des deux grands partis ouvriers, P.C. et P.S., s'appuyant sur les masses organisées, en vue de réaliser un programme audacieux, un programme de classe, un programme de construction du socialisme.

D'EN BAS...

Les deux directions — socialiste et communiste — y sont aujourd'hui fortement opposées : les ouvriers ne peuvent espérer de celles-ci une conversion qui relèverait du miracle. Mais ces partis et leurs directions ne peuvent pas impunément ignorer la volonté des masses et aller à l'encontre de cette volonté. Dans son rapport au récent Comité central, Duclos a déclaré qu'à la différence de 1935-36, le Front Populaire ne s'établira pas d'abord d'en haut, mais à la suite d'une action d'en bas. Duclos déforme l'histoire en la simplifiant. La pression d'en bas a commencé à déferler au lendemain du 6 février, notamment par la constitution de milliers de comités antifascistes qui ont forcé d'abord les deux directions PC et PS à renoncer à leur opposition au front unique et qui ont ainsi obligé ces deux partis à signer un pacte d'unité d'action. Mais, à un moment donné, dirigeants radicaux, socialistes et communistes se sont sentis assez forts pour canaliser la volonté toujours grandissante des masses et l'exploiter au profit d'un programme bourgeois, qui, en politique extérieure, comportait un rapprochement franco-soviétique.

En juin 36, la bourgeoisie eut quelques craintes sur la possibilité des dirigeants ouvriers de contenir la montée des masses. A présent, les plus intelligents des politiciens bourgeois ne mettent certainement pas en doute la bonne volonté des dirigeants communistes à limiter, à contenir les mouvements de masse. Ne l'ont-ils pas encore montrée très concrètement à Nantes et à Rouen ? Mais ils ont des doutes sur la capacité qu'ils ont de pouvoir le faire. D'ailleurs, tout en parlant de l'action d'en bas, la direction du P.C.F. manifeste à présent beaucoup de prudence ; elle agit plutôt la menace d'une action de masse pour faire pression modérément sur ceux dont elle veut être l'alliée qu'elle ne mène une véritable campagne qui ferait appel à une mobilisation effective, massive de la classe ouvrière.

Pour les ouvriers, les choses ont une tout autre signification. Ils savent que, même avec 150 députés communistes et près de 100 députés socialistes, ça ne changera vraiment que si dans les usines et dans les communes on passe à l'action. Aujourd'hui, plus que jamais, c'est sur l'action des masses qu'il faut miser. Les masses veulent agir. La situation nouvelle pose avec acuité le plus vaste problème, celui du gouvernement. En même temps, les comités qui commencent à se former ont tendance à formuler leurs revendications dans de véritables cahiers d'Etats généraux. Entre les plus petites revendications et la question du pouvoir, le lien tend à s'établir effectivement. Dans la lutte qui s'engage, la confusion sévit encore considérablement ; les espoirs des masses peuvent s'exprimer en des termes illusoire, notamment sous l'idée d'un nouveau Front Populaire. Mais, plus l'action sera audacieuse, plus elle s'intensifiera, et plus la substance se dégagera de ces formulations mensongères. C'est pourquoi tous les militants révolutionnaires porteront tous leurs efforts sur la plus large organisation des masses pour la lutte. Celle-ci ne pourra pas sombrer dans les marais du Front Populaire, elle forcera les partis à l'unité d'action et portera au pouvoir la classe ouvrière.

Après l'Extrême-Orient, avec l'Afrique du Nord, la révolution socialiste frappe en France, c'est-à-dire aux portes de l'Europe Occidentale.

Pierre FRANK.

ANNIVERSAIRE DE FÉVRIER 1934

Pour briser les reins
au fascisme renaissant,

FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

ERRATUM

Dans le N° 37 (janvier 1956) de *La Vérité des Travailleurs*, compte rendu des travaux du XI^e Congrès du P.C.F., pp. 6 et 7 (2 colonne, dernière ligne), lire 143,4 milliards (au lieu de 1.434 milliards).

Avant le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

Dans le courant de février se tiendra le vingtième Congrès de l'U.R.S.S.

C'est en octobre 1952 que se tint le dix-neuvième Congrès, treize ans après le précédent ; jusqu'à ce jour, aucune explication officielle n'a été donnée pour un tel délai. Ce Congrès fut une sorte d'apothéose de Staline, bien que de la brochure écrite par celui-ci à la veille du Congrès il apparaissait que des forces nouvelles se développaient contre lesquelles il entendait mener bataille.

Quelques mois plus tard, Staline mourait et, très rapidement, ses successeurs s'efforçaient de prendre leurs distances de leur défunt patron. Il n'était pas encore mis dans son cercueil que les organismes dirigeants sortis du dix-neuvième Congrès étaient modifiés. L'équipe du dictateur défunt était bouleversée de fond en comble.

Ce fut ensuite une avalanche de mesures de plus ou moins grande importance, mais toutes significatives. Enumérons-en les principales. Le complot des médecins était dénoncé comme un complot de la police. Une amnistie, une révision du code pénal étaient annoncées. Le rôle tout puissant de la police, au-dessus de toutes les institutions de l'Etat soviétique (y compris du parti et de l'armée) était largement aboli. Sur le plan économique, une part un peu plus grande était accordée à la production de biens de consommation. Dans le domaine des lettres, des arts et des sciences, la rigidité bureaucratique faisait place à certaines discussions, à certaines critiques des productions les plus célèbres de l'ère stalinienne proprement dite. La discussion s'étendait à des domaines déjà plus scabreux : celui des salaires. Le culte de Staline a été réduit à un minimum. Un *mea culpa* a été dit au sujet de la rupture avec la Yougoslavie. L'avortement vient d'être à nouveau légalisé.

Une des mesures les plus importantes de l'ampleur des changements qui se produisent a été donnée récemment par « l'autocritique » faite par Molotov : le socialisme était construit en U.R.S.S. et pas seulement les bases du socialisme comme il l'avait dit... un jour, par mégarde. Ainsi était révélé que la critique en U.R.S.S. ne s'était pas limitée à des aspects fragmentaires de la vie soviétique, mais avait porté sur une estimation d'ensemble de la société soviétique. Ainsi était révélé que, dans certaines couches de la société soviétique, on ne croyait pas seulement à l'existence de quelques erreurs ou lacunes accidentelles dans la société soviétique, mais on estimait que l'ensemble du système — reposant sur une base économique intangible — n'était pas du tout la société socialiste pour laquelle luttent les travailleurs du monde entier.

Le vingtième Congrès, convoqué un an avant le terme statutaire, a certainement pour objectif, de la part de la direction présente, de fixer une ligne de conduite à laquelle la bureaucratie et ses soutiens dans le monde puissent se tenir fermement. Nous verrons ce que sera cette orientation au Congrès. Mais, dès maintenant, on peut affirmer sans crainte de se tromper, que les espoirs du Kremlin en cette matière ne seront pas exaucés. La victoire de la bureaucratie s'était produite sur une passivité des forces de la révolution et un équilibre mondial. Celui-ci n'est plus et, malgré les efforts des gouvernants des deux groupes de puissance, il n'est plus possible de le rétablir. En U.R.S.S. même des forces immenses sont en mouvement. Sur une base économique puissante, des aspirations, des désirs sont libérés, qui ne sont pas seulement des aspirations

purements économiques, mais des besoins politiques et culturels, des besoins de liberté, de démocratie socialiste, que la bureaucratie ne peut pas satisfaire et qu'aucune force ne pourra contenir.

A la veille du Congrès, on a fait connaître le projet du sixième plan quinquennal. Le monde capitaliste a été surpris désagréablement de l'annonce d'un accroissement du revenu national de 60 % pour les cinq années à venir.

Pour les révolutionnaires, la première chose à souligner, c'est la puissance extraordinaire des rapports de production établis par la Révolution d'octobre. Le taux d'accroissement au début des plans quinquennaux semblait, pour nombre d'économistes bourgeois, n'être possible que pour un temps très court. Malgré le gaspillage et le freinage bureaucratique et également en dépit des coups reçus pendant la guerre, ce taux se poursuit sans défaillance au bout de 30 ans.

Toutefois, pour la première fois, se pose avec vigueur une question de *qualité*. Dans les plans précédents, les résultats avaient été obtenus par un emploi des forces productives humaines et matérielles dans lequel la décision ne faisait guère entrer les notions de coût et de rendement ; on ajoutait de nouvelles machines, on puisait dans la population des campagnes. Maintenant, il faut envisager une meilleure utilisation des machines, un machinisme plus perfectionné et aussi un accroissement de productivité, puisque l'augmentation prévue de 60 % doit être obtenue avec seulement une augmentation de la masse des travailleurs de 12 %. Une progression dans ce domaine ne peut être considérée comme dépendant de facteurs techniques seulement, comme le pensent les bureaucrates dirigeants. C'est une question sociale qui ne pourra être résolue que par un renouveau de la *démocratie soviétique*. Les prévisions du plan quinquennal ne manqueront pas de poser des problèmes politiques et sociaux qui ne pourront être résolus par la bureaucratie et qui devront être résolus contre elle. Les dirigeants semblent montrer des dispositions à faire des concessions aux ouvriers. Il est question de l'introduction de la journée de 7 heures au cours du nouveau quinquennat.

Dans le domaine du développement de l'industrie, la priorité à l'industrie lourde est encore la règle. Mais la production de l'industrie de produits de consommation a un peu augmenté par rapport au passé. Par contre, la marche de l'agriculture reste encore bien en arrière, ce qui ne peut manquer également de donner plus d'acuité aux contradictions résultant de cette disproportion accrue dans l'économie soviétique.

Le tableau suivant donne une vue des rapports essentiels en matière de production pour les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et le total des trois principaux pays de l'Europe Occidentale.

Enfin, notons dans le nouveau plan quinquennal deux questions d'une importance exceptionnelle pour la progression future. L'éducation sera désormais gratuite et s'étendra sur dix années. En 1960, des universités et des écoles techniques secondaires sortira environ un million d'étudiants, ce qui dépasse de loin ce que font les Etats-Unis.

Le programme pour les usines d'énergie atomique prévoit une capacité totale de 2 à 2,5 millions de kw. pour 1960, ce qui est beaucoup plus ambitieux que le programme de 10 ans de la Grande-Bretagne.

C. HENRY.

	1955			1960
	U.S.A.	Europe Occ. (1)	U.R.S.S.	
Charbon (millions de t.)	448	414,5	390 (2)	593 (2)
Pétrole brut (millions de t.)	332	4	71	135
Electricité (millions de kwh.)	623	200	170	320
Acier brut (millions de t.)	106	54,2	45,2	68,3
Population (millions)	165	145	215	230

(1) Grande-Bretagne, France (non compris la Sarre) et Allemagne Occidentale.

(2) Y compris le lignite.

LE " FRONT POPULAIRE " GREC

Le gouvernement de Karamanlis vient de brusquer les élections pour le 19 février, avec un système électoral des plus truqués.

La raison en est que le « Rassemblement Hellenique » de feu Papagos s'est disloqué sous la pression des masses et que Karamanlis risque, en durant, de perdre complètement la popularité superficielle, qu'il croit avoir acquise par son passé de « constructeur » des travaux publics.

Face à la formation politique qu'il dirige, se présente aux élections le « front démocratique » allant de l'E.D.A. à Papandreou et Venizelos. L'E.D.A. c'est le camouflage électoral du Parti Communiste ; Papandreou c'est le Président du Gouvernement qui en décembre 1944, avec l'aide des Anglais, a combattu l'E.A.M. ; Venizelos c'est le politicien bourgeois grec le plus corrompu.

Que l'E.D.A. se soit allié en définitive à des hommes et partis bourgeois parmi les plus discrédités dans les masses, constitue naturellement une nouvelle trahison envers celles-ci et ne s'explique que par « l'esprit de Genève » et des considérations de politique extérieure.

En effet, Papandreou et Venizelos pour survivre politiquement et conduire encore une fois le courant des masses au profit de la bourgeoisie, se déclarent maintenant partisans, en politique extérieure, d'une position « également amicale » envers l'Est et l'Ouest et soi-disant critique vis-à-vis des Américains, de l'O.T.A.N. et de l'Alliance Balkanique.

Cela a suffi pour que les stalinien grecs les soutiennent en tant que candidats pour le nouveau gouvernement qui sortira des élections.

Mais une fois au pouvoir, nul doute que ces serviteurs patentés de la bourgeoisie et de l'impérialisme ne poursuivent fondamentalement la même politique que Karamanlis aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur.

ECRITS

Léon TROTSKY

(1928-1940)

Tome I

Trente articles sur les sujets suivants :

L'exil - C'est la marche des événements - Le bannissement - Comment cela a-t-il pu arriver ? - La victoire de Staline - Où va la Révolution soviétique ? - La conversion des soviets en démocratie est-elle vraisemblable ? - Lettre aux ouvriers de l'U.R.S.S. - Une leçon de démocratie que je n'ai pas reçue - Pour le 12^e anniversaire d'Octobre - Staline théoricien - L'économie soviétique au seuil de 2^e plan quinquennal - Socialisme dans un seul pays ou la révolution permanente - La lutte des bolcheviks léninistes en U.R.S.S. - Sur certaines défections - Radek et l'Opposition - Sur la déclaration de Rakovsky - A propos de l'exclusion de Zinoviev et Kamenev - La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition - Le conflit sino-russe - Le désarmement et les Etats-Unis d'Europe - La crise autrichienne et le communisme - La guerre des paysans en Chine et le prolétariat - Bas les pattes devant Rosa Luxembourg ! - Sur Brandler et Thalheimer.

Librairie MARCEL RIVIERE et Cie Paris

Le volume de 372 pages : 1.000 francs

"AU BORD DE L'ABIME"

Un réalisme vigoureux, une liaison intime avec les monopoles américains : telles sont les principales qualités qui font de Foster Dulles le représentant politique le plus adéquat de la fraction la plus consciente de la bourgeoisie yankee. Son esprit d'efficacité transparaît dans l'article de politique extérieure que le Secrétaire d'Etat américain a fait publier dans le journal « Life ».

Que contiennent ses déclarations ? Un appel à la vigilance contre l'U.R.S.S., les Etats ouvriers et les mouvements révolutionnaires du monde entier. Pour un esprit aussi religieux que celui de F. Dulles, aucune vicissitude temporaire ne doit faire oublier le but final auquel tendent les âmes de bien. Ce but, c'est la reconquête des territoires que la révolution a retranchés du marché capitaliste. Les vicissitudes, ce sont les compromis temporaires, conférences à quatre ou déclarations pacifiques, qui ne dispensent nullement les Etats impérialistes de s'armer pour être prêts à intervenir à tout moment contre toute extension de la révolution, en Europe ou en Asie. A titre d'argument, Foster Dulles déclare qu'à trois reprises, depuis 1952, les Etats-Unis ont envisagé le déclenchement d'une guerre atomique. La principale occasion fut fournie, en 1954, par la catastrophe militaire subie à Dien Bien Phu par la bourgeoisie française.

Le silence est d'or.

Ces paroles ont soulevé, dans tout le monde occidental, un tollé de protestations. Elles n'apportaient pourtant aucune révélation, seulement la confirmation officielle des bruits qui avaient couru sur les dangers de guerre immédiate, au moment de Dien-Bien-Phu ou lors de l'affaire de Formose. Que reprochent donc à Dulles les politiciens démocrates ou les journalistes officiels de Grande-Bretagne ? La sincérité excessive, rien de plus. Prenez les déclarations du sénateur Humphrey ou les commentaires embarrassés de la Maison Blanche : vous n'y trouverez trace d'aucune indignation contre la froide détermination des dirigeants américains. Les seules objections présentées sont d'ordre pratique : une telle franchise risque d'éloigner encore les nations arabo-asiatiques de l'influence impérialiste ; elle va soulever de nouvelles difficultés avec les pays européens ; et, en définitive, elle est particulièrement mal venue à quelques mois des élections présidentielles américaines.

La vraie politique impérialiste.

Cet étalage nauséabond de cynisme doit servir d'avertissement à toutes les organisations ouvrières. Il doit les persuader que l'actuelle détente internationale n'est due qu'à des facteurs temporaires. Le même réalisme qui pousse un Dulles à rappeler la nécessité d'une attitude de force pour le règlement final du conflit mondial amène les capitalistes à vouloir tirer momentanément un profit maximum de la conjoncture économique favorable. L'échec des conférences de Genève, la réaction virulente des Etats-Unis aux propositions soviétiques d'aide économique au Moyen-Orient, la mise sur pied du pacte de Bagdad et la prompt réponse négative d'Eisenhower à la lettre de Boulganine prouvent la fragilité des espoirs de « coexistence pacifique », « compétitive » ou autre.

Pour une lutte efficace.

Les Etats-Unis, entraînant derrière eux l'ensemble du capitalisme mondial, se préparent en permanence à la guerre contre-révolutionnaire. Le prolétariat doit profiter de toutes les pauses, de toutes les failles dans l'édifice impérialiste. Mais son objectif essentiel doit être de rendre coup pour coup aux attaques bourgeoises, en développant dans chaque pays l'offensive des masses laborieuses. Cette politique, celle-là même que la IV^e Internationale a préconisée dans ses troisième et quatrième Congrès mondiaux, suppose une lutte des organisations ouvrières de tous les instants pour l'objectif final de la révolution mondiale, sans compromis avec des ennemis de classe, momentanément favorables à la détente ou à la coexistence pacifique. L'expérience de ces dernières années a montré que la seule résidait l'efficacité. J. ROBLIN.

FRONT POPULAIRE ET COMITÉS D'ACTION

(L. TROTSKY - 26 novembre 1935)

Nous avons reçu la lettre suivante d'un ouvrier d'une usine de la région parisienne qui soulève un problème brûlant pour tous les ouvriers d'avant-garde :

« Parlons du Front populaire. Il y a dans l'usine un peu de propagande. Une pétition « a passé. Tout le monde a signé. J'ai bien l'impression que personne ne comprend la « chose comme le P.C.F. la voit. Pour tout le monde, le Front populaire c'est l'unité avec « les socialistes. Je voudrais bien savoir votre opinion sur la question des comités de « Front populaire pour le cas où on essaye d'en constituer un... »

Nous répondrons très explicitement sur cette question dans un prochain numéro de notre journal. Mais, pour permettre à chacun d'avoir des éléments pour se faire une opinion sur elle, nous publions ci-dessous des extraits d'un article de Léon Trotsky relatif à la création de comités de base lors du Front populaire de 1936.

Le « Front populaire » est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, en la personne du Parti radical et d'une série de pourritures de la même espèce et de plus petite taille. La coalition s'étend au domaine parlementaire. Dans les deux domaines, le Parti radical, qui conserve son entière liberté d'action, limite brutalement la liberté d'action du prolétariat...

Le « Front Populaire » défend « la démocratie » ? Qu'il commence alors par l'appliquer dans ses propres rangs. Cela signifie : la direction du « Front populaire » doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.

Comment ? Très simplement : par des élections. Le prolétariat n'interdit à personne de lutter à côté de lui contre le fascisme, le gouvernement bonapartiste de Laval, le complot militaire des impérialistes et toutes les autres formes d'oppression et d'ignominie. La seule chose qu'exigent les ouvriers conscients de leurs alliés véritables, ou possibles, c'est qu'ils luttent effectivement. Chaque groupe de population, qui participe réellement à la lutte à une étape donnée et qui est prêt à se soumettre à la discipline commune doit, à droit égal, influencer la direction du « Front populaire ».

Chaque deux cents, cinq cents ou mille citoyens qui adhèrent au « Front populaire » dans la ville, le quartier, l'usine, la caserne, la campagne, doit, pendant les actions de combat, élire son représentant dans les comités d'action locaux.

Tous les participants de la lutte s'engagent à reconnaître leur discipline.

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitroff, s'est prononcé dans le sens de la création de comités d'action élus, comme appui de masse du « Front populaire ». C'est certes la seule idée progressive de toute la résolution. Mais c'est précisément pourquoi les stalinistes ne font rien pour sa réalisation. Ils ne peuvent pas s'y décider sans rompre la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que participer aux élections des comités d'action le peuvent, non seulement les ouvriers, mais aussi les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent répondre le mieux aux tâches de la lutte pour conquérir l'influence sur la petite bourgeoisie. Mais, par contre, ils rendent extrêmement difficile la collaboration de la bureaucratie ouvrière avec celle de la bourgeoisie. Cependant, le « Front populaire », dans sa forme actuelle, n'est pas autre chose que l'organisation de la collaboration de classe entre les exploités politiques du prolétariat (réformistes et stalinistes) et les exploités de la petite bourgeoisie (radicaux). De véritables élections de masse de comités d'action doivent automatiquement expulser les affairistes bourgeois (radicaux) du « Front populaire », et ainsi faire sauter en l'air la politique criminelle, dictée par Moscou.

Il serait, néanmoins, erroné de croire que l'on peut simplement, à un jour et à une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour les élections des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Une telle manière d'aborder la question serait purement bureaucratique, et par conséquent sté-

rile. Elire les comités d'action, les ouvriers ne le peuvent que dans le cas où ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent la nécessité d'une direction révolutionnaire...

Le danger énorme en France consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses dépend morceau par morceau dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, fasse place à l'apathie...

Les grèves, les protestations, les escarmouches de rue, les récoltes directes sont tout à fait inévitables dans la situation actuelle. La tâche du parti prolétarien consiste non pas à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unir et à leur donner la plus grande force...

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat, si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la répression sanglante de Limoges, les ouvriers et une partie considérable de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à créer des comités élus pour enquêter sur les événements sanglants et les prévenir dans l'avenir. Pendant le mouvement dans les casernes qui eut lieu au cours de cet été contre « rabiot », les soldats, sans hésiter, auraient élu des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas. Plus souvent à l'échelle locale, moins souvent à l'échelle nationale. La tâche consiste en ce qu'il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour cela : comprendre clairement soi-même la signification des comités d'action, comme le seul moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

Cela signifie-t-il que les comités d'action remplacent les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, groupements, traditions et organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Pendant les élections aux comités d'action, chaque parti tentera naturellement de faire passer ses partisans. Les comités d'action prendront des décisions à la majorité des voix avec l'entière liberté des partis et des fractions de se grouper...

Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France et aussi de donner à ces masses la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. La chose aboutira-t-elle aux véritables soviets ? Cela dépend du fait de savoir si la situation critique actuelle en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire.

Des tâches, telles que la création de la milice ouvrière, l'armement des ouvriers, la préparation de la grève générale, resteront sur le papier, si la masse elle-même ne s'attelle pas à la lutte, en la personne de ses organes responsables. Seuls ces comités d'action sortis de la lutte peuvent assurer la véritable milice, comptant non pas des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Ce n'est que les comités d'action, englobant les centres principaux du pays, qui pourront choisir le moment pour passer à des méthodes plus décidées de la lutte, dont la direction leur appartiendra de droit...

La grève Spiertz victorieuse

La grève des métallos de chez Spiertz à Strasbourg est remarquable à plus d'un titre.

D'abord parce qu'elle a été victorieuse.

Ensuite elle l'a été du fait qu'elle a débordé l'entreprise, du fait qu'elle a reçu l'appui des travailleurs de la région, qu'elle est devenue leur affaire.

Et c'est un exemple.

Licencier huit délégués d'un coup cela s'est déjà fait dans d'autres périodes et d'autres endroits.

Le patron croyait que cela allait se passer ainsi, mais il y a quelque chose de changé.

Dès la provocation c'est la riposte immédiate : la grève. La grève organisée, l'appel à la population, aux autres entreprises, aux syndicats ouvriers du département. « On veut licencier illégalement huit délégués C.G.T. ».

La solidarité s'organise aussitôt.

Huit jours après la direction acceptait de réembaucher six des huit licenciés.

Les ouvriers décident de poursuivre.

Le soutien extérieur se concrétise.

Le 20, à l'appel des syndicats C.

G.T. - F.O. - C.F.T.C. et Autonome de la métallurgie, le travail cesse dans de nombreuses usines du Bas-Rhin.

Un grand meeting réunit plusieurs milliers de travailleurs, Place de Broglie, à Strasbourg. Les grévistes de chez Spiertz venant de Meinau, traversent Strasbourg en cortège.

Les travailleurs envoient des délégations à la préfecture, à l'inspection du travail, qui est dénoncée comme complaisante vis-à-vis des patrons.

Les manifestants décident de verser une heure de salaire aux grévistes. C'est maintenant l'affaire de la classe ouvrière du département, contre le patronat, contre le gouvernement.

Après quatorze jours de grève, la direction réembauche les deux autres délégués, à condition que ceux-ci renoncent à leur mandat.

Le rapport des forces est maintenant favorable, cette proposition est inacceptable, et il faut maintenant une victoire complète.

C'est ce que les grévistes de chez Spiertz décident, et c'est ce qu'ils obtiennent après dix-sept jours de luttes.

CORRESPONDANT.

LONGWY

Il y a plus de quinze jours que les travailleurs des « Produits réfractaires de Longwy » sont en grève :

— Pour la parité de leurs salaires avec ceux de la métallurgie,

— Les trois semaines de congés payés,

— La suppression des zones de salaires.

Jusqu'ici, c'est les milliards pour les patrons, et la silicose pour eux. Mais ils pensent qu'un jour cela peut changer.

Ils occupent l'usine depuis le premier jour, ils ont formé leur comité.

Les patrons se sont montrés intransigeants jusqu'ici et la lutte s'est durcie de jour en jour.

La direction a voulu faire effectuer le travail par l'extérieur, le comité a alerté la population.

La direction a menacé de faire évacuer l'usine par les C.R.S. Le Comité a appelé la population à le soutenir.

On a vu les femmes des grévistes et les travailleurs d'autres entreprises venir renforcer les piquets de grève.

Toute la localité défend « ses grévistes ». Les commerçants et les paysans reçoivent les enfants, servent des repas, versent au fond de solidarité.

Il faut que cette grève soit victorieuse et pour cela il faut le soutien des travailleurs de la sidérurgie.

BORDEAUX

Après le mouvement gréviste de cet été dans la région du Sud-Ouest, mouvement auquel les syndicats et les partis ouvriers n'avaient pas permis de donner toute sa puissance, nous disions que les travailleurs restaient sur leurs nerfs et qu'il fallait attendre une décantation afin d'évaluer exactement le niveau politique atteint après cette expérience.

Les élections aux conseils d'administration des caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales le 17 novembre 1955 nous avaient déjà donné une première mesure. Sur 27 sièges à la S.S. la C.G.T. en enlevait 12, gagnant un siège par rapport à 1950. Aux Allocations Familiales, sur 12 sièges elle s'en assurait la moitié. F.O., avec 6 sièges, en gagnait deux pour la S.S. Elle se voyait attribuer également deux sièges aux Allocations Familiales.

Mais c'est pendant la campagne pour les élections des députés que la mesure était prise. Les travailleurs girondins avaient gardé toute leur force et ils entendaient démontrer le 2 janvier leur conviction en se donnant une direction de classe, en votant nombreux pour le P.C.F.

Partout la propagande invitait à voter pour les partis ouvriers et plus particulièrement pour le P.C.F. était facile. Et le journal officieux du Parti Communiste « Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest », pendant en fin de campagne son hésitation du début, assurait enfin l'élection de trois députés P.C.F.. Le 31 décembre, en effet, il titrait sa page réservée : « La population girondine se prépare à élire trois députés communistes ».

Le Sud-Ouest, région condamnée semble-t-il, dans l'économie capitaliste (ces jours derniers encore une usine de la Société Ferembal, employant 150 ouvriers, fermait ses portes) offre de grandes possibilités à une propagande, à une action ouvrière. Il s'agit de vouloir exploiter cette situation. Mais la grande victoire ouvrière remportée le 2 janvier par l'élection de trois députés communistes, contre un en 1951, revient pour une grande part à la seule maturation politique des travailleurs qui ont su d'eux-mêmes tirer les conclusions de leurs actions passées. L'action du Parti Communiste est en effet faible dans la région et la tenue du journal officieux très pauvre n'est qu'une pâle reproduction de « l'Humanité » auquel il emprunte souvent les articles leaders.

Après les élections l'ambiance ouvrière est sous le signe de la victoire, de la certitude de l'issue heureuse de toute action qui sera entreprise. Les discussions dans les ateliers sont franches, sans ambiguïté. Les échanges d'opinion entre travailleurs communistes et socialistes ne se font plus sous réserves, elles s'orientent toujours sur le problème présent, celui des salaires, celui de la condition actuelle des ouvriers et de la politique à mener.

Ainsi comme dans tout le pays, les travailleurs girondins en votant en masse pour le P.C.F. et pour le P.S. ont donné mandat à leurs directions de classe pour entreprendre l'action.

Le 9 janvier 1956.

R. NUMA.

En Bretagne

DE GRANDES LUTTES SE PRÉPARENT

La situation dans les départements de l'Ouest est relativement calme depuis les élections. Comme partout, sans doute, les travailleurs sont occupés d'un part par l'attente de ce que sera le prochain Gouvernement et d'autre part par des tâches organisationnelles relatives à la reprise des cartes en particulier à la C.G.T. et au Parti Communiste.

Mais il est clair qu'un grand mouvement se prépare si l'on tient compte des indices suivants :

1° La reprise des cartes à la C.G.T. se fait à un rythme beaucoup plus rapide que les années précédentes. Un grand nombre d'inorganisés et même de syndiqués F.O. ou C.F.T.C. rejoignent la C.G.T.

A la veille des grandes luttes, on assiste toujours ainsi à un courant d'adhésion vers les organisations les plus représentatives. On s'organise pour se battre.

2° Le Parti Communiste recrute, comme il ne l'a pas fait depuis de nombreuses années. Deux à trois cents dans le Finistère depuis les élections. C'est un signe que les travailleurs veulent donner aux luttes à venir un caractère politique et une orientation vers la prise du pouvoir par les partis ouvriers. C'est la traduction de l'aspiration générale « pour que ça change ».

3° Cette aspiration s'exprime actuellement dans les « Comités pour un Gouvernement de Front Populaire ». L'idée de ces Comités se répand largement parmi toutes les

couches de travailleurs : métallos, arsenaux de Brest et Lorient, instituteurs, normaliens, communes rurales, etc... A Lorient, l'U.L. C.G.T. a lancé le mot d'ordre pour la constitution des Comités. A Brest un Comité local s'est constitué autour du Comité déjà formé à l'Arsenal.

Je crois que la création des Comités va se généraliser dans les entreprises et les quartiers.

L'idée dominante qui tourne autour de ces Comités, c'est la démocratie 1° dans la création et le fonctionnement du Comité et 2° dans la libre expression des revendications que les travailleurs veulent faire défendre par les Comités.

Ce phénomène est très important et je suppose qu'on l'observe ailleurs. Les travailleurs ne voient pas le Front Populaire sous la forme d'une combinaison gouvernementale entre les P.C.-P.S. et d'autres partis bourgeois, même de « gauche ». Le P.C. mène campagne sur l'exemple de 36, mais ceux qui s'en souviennent parlent aussi de 1938-39. Des discussions ont lieu sur la manière d'éviter cette période d'offensive patronale et gouvernementale qui remplit en cause les conquêtes de 1936. On veut que « ça change » pour de bon.

4° Des luttes ont déjà pris forme qui témoignent d'une élévation du niveau de conscience politique. A Saint-Nazaire on préparait l'action pour obtenir les trois semaines de congé. La Direction des Chantiers

de l'Atlantique craignant une nouvelle épreuve de force, accorda les trois semaines comme « cadeau de premier de l'an » ! Mais les ouvriers débrayèrent immédiatement pour conserver les congés d'ancienneté (1 jour pour 5 ans de présence dans les entreprises) que touchent un grand nombre d'ouvriers. Le conflit n'est pas encore réglé, mais la combativité à Saint-Nazaire reste intacte car il n'y a pas de menace de chômage. L'outillage à Saint-Nazaire a été modernisé et le niveau de productivité est très élevé, c'est pourquoi il ne manque pas de fournitures de matières premières, tôles en particulier.

A Nantes et à Brest, l'organisation des luttes des métallos est contrariée par l'apparition du chômage. L'exécution de certains marchés a été déplacée vers Bordeaux où le salaire horaire est inférieur de 25 à 40 francs à ceux obtenus par les Nantais. Par ailleurs, la sidérurgie souffre d'une crise de sous-production et ne peut fournir les tôles nécessaires à l'exécution des marchés en cours. C'est ce qui explique le chômage.

En conclusion de grandes luttes se préparent au cours desquelles les organisations ouvrières vont se trouver sous la pression des exigences radicales des travailleurs et seront obligées d'en tenir compte pour s'orienter vers la réalisation du Front Unique P.C.-P.S. pour la prise du pouvoir.

CORRESPONDANT.

UNIFICATION, COORDINATION, GÉNÉRALISATION C'EST LA VOIE DE LA LUTTE D'ENSEMBLE

Les lecteurs de ce journal savent que la discussion autour des accords type Renault réintroduisait la question du rapport de forces soulevée lors des discussions du 30^e Congrès de la C.G.T.

Les élections du 2 janvier ont contribué à dissiper les doutes des militants d'avant-garde sur cette question, doutes entretenus par Benoît Frachon lui-même dont l'intervention chez Renault, largement diffusée dans la classe ouvrière, paraissait considérer qu'AUJOURD'HUI, le rapport de forces ne permet pas une extension généralisée des AVANTAGES de l'accord et, insistant sur la "particularisation", les revendications par catégories, les avantages aux accords, etc... laissant supposer que c'est AINSI que s'organiserait la mobilisation des travailleurs.

Aux batailles fractionnées, "frachonnées" si l'on peut dire sur l'ACCESSOIRE, ON SACRIFIAIT la LUTTE pour l'ESSENTIEL.

Dans la confusion actuelle qu'entretiennent les organisations ouvrières sur la question du programme, la classe ouvrière observe l'expectative dans l'immédiat tout au moins. Peut-il en être autrement, alors même que le mot d'ordre de comités de front populaire soutenu par la C.G.T., situé sur un plan plus élevé est en DEFINITIVE CONTRADICTOIRE avec la tactique des petites revendications particulières.

Cependant, des combats ouvriers s'annoncent. Les grèves engagées ces temps derniers (Spiertz dans le Bas-Rhin, le Fibro-Ciment à Poissy) conservent les caractéristiques observées en juillet dernier, c'est-à-dire l'OCCUPATION de l'USINE.

C'est la meilleure confirmation de la combattivité latente de la classe ouvrière. La participation importante des travailleurs du Bas-Rhin à la grève de solidarité pour Spiertz organisée par TOUTES les organisations syndicales témoigne que les aspirations à SE BATTRE ENSEMBLE sont fondées et REALISABLES dans certaines conditions.

Les travailleurs entendent que le 20^e anniversaire de 1936 soit autre chose qu'une commémoration platonique, et dans les combats qui s'annoncent EXIGERONT la réalisation de l'UNITE SYNDICALE à tous les échelons.

Puisque nous parlions plus haut de la confusion entretenue par les organisations ouvrières, voyons où elles en sont.

F.O., ce soutien honteux du Front Républicain, a condamné, sous couvert d'apolitisme, la participation de ses militants aux comités de Front Populaire. En même temps, F.O. est ouvertement contre l'augmentation GENERALISEE des salaires, invoque la menace d'inflation qui en serait la conséquence, préconise l'extension de la pratique des accords-contrats type Renault, de collaboration de classes et institue le principe des "Etapes" pour ses revendications (simple réduction des abattements de zones, projet de la fédération des métaux F.O. sur le retour aux 40 h. en plusieurs années).

DEMAIN, on rase gratis.

Il est probable que les timides exigences de F.O. diminueront au fur et à mesure que Guy Mollet prendra du galon, si les travailleurs n'y mettent le holà!

Quant à la C.G.T., ses militants restent dans le "brouillard".

Que devient le programme constructif de Lebrun-Rouzaud qu'ils ont condamné au 30^e congrès?

Serait-ce celui du Front Populaire pour lequel ils constituent des comités?

Les revendications immédiates préconisées au congrès comprenant notamment l'augmentation des salaires, les 40 heures, la retraite à 60 ans, etc..., doivent-elles être imposées AUJOURD'HUI MEME, ce que les ouvriers sont en droit d'exiger puisqu'elles sont immédiates?

A ce propos, quel est le montant de l'augmentation des salaires? NUL NE LE SAIT.

Les ouvriers peuvent-ils se mobiliser pour des revendications non claires et non précises?

L'exemple des 40 francs UNIFORMES imposés depuis Saint-Nazaire par les travailleurs et abandonnés par la C.G.T. aujourd'hui, témoigne du contraire.

La suppression des abattements de zones est particulièrement mobilisatrice parce qu'elle exprime l'hostilité profonde des travailleurs à la différenciation des salaires, source de division et arme des patrons, et CECI NON SEULEMENT entre Paris et la Province, mais aussi entre usines d'une même industrie, voire d'une même localité, ou à l'intérieur d'une entreprise, ce qui est devenu la règle aujourd'hui. Cette règle instituée par les patrons, ceux-ci entendent la maintenir. C'est le sens de l'hostilité hautement affirmée du C.N.P.F. à la suppression des abattements de zones. Cette résistance du patronat national ne peut être brisée que par une lutte au même échelon des ouvriers. La voix de l'UNITE, c'est aussi l'appui total et sans équivoque aux travailleurs qui CONDAMNENT EN BLOC la faiblesse des taux de base, les primes de productivité, d'assiduité, d'ancienneté, etc..., la complexité de leurs feuilles de paie, les écarts énormes entre salaires mini et salaires réels. Les travailleurs ne veulent plus de ces fameuses augmentations des mini, comme ce fut encore le cas en novembre pour la métallurgie, qui n'ont AUCUNE REPERCUSSION sur les salaires REELS.

Les travailleurs veulent en finir avec les discriminations que représentent les abattements de zones, les salaires différents par poste dans une même chaîne, ou le paiement à la "queue du client"; le retour au pouvoir d'achat de 1936 ou 1938 ne doit pas rester une formule propagandiste; l'unité des travailleurs commence par l'unification des revendications. 1936, cela évoque pour les ouvriers :

- Les 40 heures;
- Les conventions collectives;
- Les salaires minima garantis.

Il faut y adjoindre la généralisation des trois semaines de congés payés et coordonner les revendications de tous.

Une campagne systématique sur ce programme, et pour l'UNITE SYNDICALE par tous les syndicats C.G.T., par toute la presse syndicale doit s'engager.

Dans la perspective d'un gouvernement des travailleurs, menant une action anti-capitaliste, ce sont les conditions à réaliser pour préparer et accélérer la lutte d'ensemble que veulent tous les ouvriers.

DUPARC

VOUS LIREZ DANS IV^e INTERNATIONALE

Numéro de Décembre 1955

Editorial :

La course « à la puissance » se poursuit.

Notes éditoriales :

- Les élections françaises.
- La révolution marocaine et ses répercussions.
- Le foyer révolutionnaire du Proche-Orient.
- Luttes de tendance dans le mouvement syndical allemand.

Les hommes qui ont forgé notre Internationale : Pietro TRESSO (Blasco).

Le tome des « Ecrits » de Léon Trotsky (1928-1940) vient de paraître.

Jean-Paul MARTIN :

L'industrialisation et la collectivisation en Chine.

E. GERMAIN :

En U.R.S.S., le « cours nouveau » atteint les usines. U.R.S.S. : La législation de l'avortement - Le travail des femmes - Architecture et métro de Moscou.

José Maria CRISPIM, ex-dirigeant du P.C. brésilien, adhère à la IV^e Internationale.

Les récentes grandes luttes du prolétariat argentin.

TJOKRO :

Les élections en Indonésie.

M PABLO :

L'U.R.S.S. a-t-elle achevé la construction du socialisme ?

Le centenaire d'Eugène DEBS, la plus grande figure du socialisme américain.

Jean DELOT :

Fernand Léger, un primitif d'un âge nouveau.

GOUVERNEMENT ANTI-CAPITALISTE

(Suite de la première page)

Ce n'est pas son Ministre d'Etat Mendès-France qui le dira, lui dont tout le programme (discrètement éludé pour l'instant) vise à « assainir » l'économie française au profit du grand capital qu'il représente, sur le dos des travailleurs et des classes moyennes.

Quant à la laïcité, ce gouvernement formé uniquement de laïcs laisse à chacun le droit de voter « selon sa conscience » pour ou contre la loi Barangé... car avoir le soutien du M.R.P. est sa plus chère préoccupation.

Et le P.C.F. a voté pour.

Cependant que dans « L'Humanité » la campagne menée depuis un mois pour les comités de base est discrètement estompée, J. Duclos est venu expliquer à la tribune que les communistes votaient pour ce programme qu'Edgar Faure eût pu présenter. Ils ont voté pour... parce que Guy Mollet a déclaré que son gouvernement rechercherait la discussion avec l'Union Soviétique et qu'il posait le problème du désarmement général avant celui de la réunification de l'Allemagne. Les déclarations de Guy Mollet à la tribune, le voyage que va faire Auriol à Moscou sont pour Duclos plus déterminants que l'attitude de Guy Mollet vis-à-vis des revendications ouvrières. De l'Algérie ou des 200 familles... qui en définitive, si les travailleurs leur laissent le pouvoir, s'empresseront de régler leurs relations avec l'Union Soviétique à la manière préconisée par M. Dulles.

Le néo-fascisme de Poujade y trouverait son compte... si les travailleurs n'y mettent bon ordre.

Pendant ce temps les bandes à Poujade montrent à Alger ou à Montpellier le hideux visage d'un fascisme renaissant.

Les impuissantes déclarations de Guy Mollet, son alignement sur la politique des gouvernements réactionnaires qui l'ont précédé, le soutien que lui apporte le P.C.F. dans cette voie sont autant de points marqués par les tenants d'un néo-fascisme appuyé sur les colons d'Algérie et alimenté par le mécontentement des classes moyennes qui voient « qu'il n'y a rien de changé ».

Pour que quelque chose change, il faut prendre le mal à la racine, faire rendre gorge au capitalisme et cela ne se fera pas par des combinaisons parlementaires... et l'application par Guy Mollet de la politique du M.R.P. Seul un gouvernement décidé à appliquer un programme de lutte contre le capitalisme et s'appuyant pour cela sur l'action organisée des travailleurs pourra y parvenir.

A Romans et au Havre, les travailleurs ont voté plus massivement encore pour le P.C.F.

C'est le signe qu'ils veulent que ce parti les organise pour une action contre le régime qui les exploite.

Le refus par la direction du P.C.F. de mettre clairement en avant les points d'un programme décidé de lutte anti-capitaliste.

Son appui à la politique de Guy Mollet-Mendès-France au lieu de faire appel systématiquement à la direction du P.S. pour lutter en commun sur un tel programme.

La mise en veilleuse d'une campagne énergique pour l'organisation des masses travailleuses à la base afin de contraindre la direction du P.S. à accepter une telle lutte en commun.

Tout cela va à l'encontre des aspirations des masses et des militants révolutionnaires du P.C.F. eux-mêmes.

Dans les grands mouvements qui se feront pour les revendications, contre la guerre en Algérie, contre le néo-fascisme, les travailleurs imposeront à leurs directions de s'unir contre le capital pour un gouvernement P.C.F.-P.S. sans ministres capitalistes, qui imposera :

Une politique anti-impérialiste au service des travailleurs.

1^{er} Février 1956

Le gérant : J. DUMAS

Imp. SOPRECO, 24, rue de Ménilmontant

L'ACTION OUVRIÈRE

mettra fin à la guerre en Algérie

(Suite de la première page)

forte pour conclure un accord avec l'impérialisme à l'insu des masses populaires algériennes. L'alignement de Ferhat Abbas et d'une importante fraction des élus administratifs sur le maquis est à cet égard significatif. Il faudra, bon gré mal gré, traiter avec l'avant-garde nationaliste et sur son terrain. La tentative de miser, à l'instar de la Tunisie et du Maroc, sur l'aile nationaliste « modérée » et de jouer ensuite sur la division accrue du mouvement, se heurte à un terrain stérile en Algérie.

Le temps des promesses électorales est révolu. Guy Mollet a invité les militants socialistes à se garder des positions théoriques, formule élégante pour proclamer la renonciation au programme socialiste. Il a prévenu qu'on ne devait pas s'attendre au retour des troupes engagées en Afrique du Nord. Plus énorme encore est sa déclaration qu'il n'y a pas de réprobation quelconque de l'action et de la personne de Soustelle ! Il apparaît que Guy Mollet se place encore en deçà de Mendès-France qui a pris ses distances en annonçant : « J'ai des idées très précises sur l'Algérie et je m'efforcerai de les faire partager ».

L'inévitable utilisation d'un képi à feuilles de chêne ne rend pas plus sympathique la nouvelle opération, sans lui procurer plus de chances de succès. Les références « algériennes » du général Catroux ne sont pas des plus convaincantes, si l'on se souvient qu'il rejeta en 1943 le Manifeste du Peuple Algérien, frappa de dissolution la Section Arabe des Délégations Financières qui avait osé affirmer son adhésion au Manifeste et plaça en résidence forcée Ferhat Abbas. Quant à de nouvelles élections à une Assemblée Algérienne, elles supposent pour le moins les pleines libertés démocratiques, la légalisation de tous les partis, l'arrêt de la répression et des opérations militaires, la libération des détenus politiques, la disparition des camps de concentration... et des Algériens pour organiser eux-mêmes ces élections.

La position de la résistance algérienne, instruite par l'expérience des « élections libres » pratiquées en Algérie est au demeurant très ferme sur cette question :

« La liberté et la sincérité des élections ne peuvent réellement exister en Algérie tant que le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire demeurent entre les mains du gouvernement français ». (Déclaration du Front de Libération Nationale en novembre dernier).

En se reportant à une déclaration plus récente du Front de Libération Nationale, on peut constater que la résistance est hostile à tout marchandage :

« Il y a tout lieu de croire que le gouvernement français essaiera, après l'ouverture de la nouvelle législature, d'aboutir à une solution de compromis (compromis signifiant ici : susceptible de sauver les intérêts colonialistes).

...Disons tout de suite à ces messieurs qu'ils font fausse route. Les temps sont passés où ils pouvaient, par de ridicules artifices tromper l'opinion. Leurs manœuvres, cette fois, se briseront contre notre fermeté et notre vigilance. Car les corps de nos martyrs n'ont pas jalonné les chemins du maquis pour qu'à la faveur d'un quelconque compromis se perpétue, sous une forme déterminée, un impérialisme dont nous sommes une fois pour toutes farouchement déterminés à débarrasser notre Patrie. »

En abandonnant toute position socialiste ou communiste pour ne se placer que sur le terrain du sauvetage de l'impérialisme, la S.F.I.O. et, par son soutien, le P.C.F. éloignent le règlement prompt de la question algérienne et permettent la prolongation de la guerre colonialiste.

La politique « d'une véritable Union française » préconisée par le P.C.F. pour éviter la séparation de l'Algérie et des autres pays d'Outre-mer d'avec la France est une politique colonialiste à peine amendée. C'est demander au loup de se faire agneau. C'est se faire complice de l'impérialisme et faire fi des revendications de la révolution algérienne et nord-africaine.

Le programme des travailleurs est très net. Il est tout tracé. Il se fonde sur la solidarité inconditionnelle avec le peuple algérien qui combat pour une cause juste et révolutionnaire. Il vise à concourir à la victoire complète de nos frères algériens.

Le rassemblement de toutes les forces réactionnaires et pro-fascistes s'effectue dans l'ombre de la guerre colonialiste. La lutte contre la réaction s'identifie avec la lutte contre la « sale guerre ». Cette lutte, pour être réelle et efficace doit mettre en mouvement toutes les forces prolétariennes et doit être une action de classe. L'action directe des masses à l'exemple de Saint-Nazaire et de Nantes, de Rouen, peut seule hâter la fin du conflit.

Une large mobilisation des des masses est possible sur les mots d'ordre suivants :

— Arrêt de la guerre et de la répression en Algérie.

— Retrait du contingent et des troupes.

— Abolition des mesures d'exception.

— Libération des emprisonnés et internés ; amnistie totale.

— Châtiment des policiers tortionnaires.

— Auto-détermination complète de l'Algérie.